



# Agreste Pays de la Loire



4<sup>e</sup> trimestre 2017 - février 2018  
document mis en ligne le 26/02/2018

## Conjoncture trimestrielle

EN BREF ...

### Météo -

Le 4<sup>e</sup> trimestre est particulièrement sec. La douceur domine, en particulier dans le nord de la région. L'ensoleillement est excédentaire notamment sur le littoral et, dans une moindre mesure, à l'intérieur des terres.

### Productions végétales -

Les récoltes de maïs et tournesol se font dans de bonnes conditions avec des rendements au-dessus de la moyenne quinquennale pour le premier et record pour le second. Les semis des céréales d'hiver se déroulent sans difficulté. Par rapport à 2016, les emblavements semblent quasi stables pour le blé tendre, le blé dur et le triticale, en recul en orge d'hiver et en hausse sensible en colza. La parité euro - dollar et l'abondance des stocks mondiaux pèsent sur le marché des céréales.

La campagne des légumes de serre se termine à la mi-novembre. L'activité se concentre sur la commercialisation de la mâche, du radis et du poireau. La douceur des températures en début de trimestre favorise la production de légumes d'hiver mais pas leur consommation. Le retour du froid ouvre des perspectives pour la mâche et le radis d'autant plus que la région est la dernière à en produire. Les ventes de poireau, sous l'influence des bassins leaders, restent décevantes. Dans un contexte d'offre européenne réduite, les pommes et poires régionales se négocient à prix élevés.

La faiblesse des stocks et de la vendange 2017 entraîne une forte hausse des prix du Muscadet et un repli des volumes achetés par le négoce.

### Intrants -

Les prix de l'énergie et des engrais remontent.

### Productions animales -

Les principales catégories de bovins enregistrent une diminution des volumes abattus par rapport à 2016 et 2015. La consommation de viande bovine est en recul de 1,7 % fin novembre 2017. Les cotations des jeunes bovins terminent l'année 2017 au plus haut. Malgré un léger mieux par rapport à la période précédente, l'année est difficile pour les vaches de réforme. Les brouards bénéficient d'une demande à l'export dynamique et d'une baisse saisonnière très modérée des cotations. Le marché des veaux de boucherie retrouve quelques couleurs en fin d'année. Après un premier semestre difficile, les cotations des agneaux progressent jusqu'en fin d'année. En porc, le cours le plus bas de l'année est atteint en décembre. Malgré cela, et grâce à un bon début d'année, le prix moyen en 2017 dépasse de 6 % celui de 2016. Les achats des ménages restent atones, la reprise d'activité des abattages et la croissance de l'offre sont en partie absorbées par de meilleurs résultats du commerce extérieur en fin d'année.

Pour la volaille, les tendances nationale et régionale restent les mêmes : hausse des tonnages abattus pour les poulets, baisse pour les autres espèces (dindes, canards, pintades). L'indice des prix à la production pour l'ensemble des volailles est resté, tous les mois de 2017, en repli de 5 % par rapport aux moyennes quinquennales mensuelles, avec un recul un peu plus marqué pour la dinde. Côté consommation, seuls les achats d'élaborés de volaille sont en hausse par rapport à 2016. Le trimestre est très favorable au secteur de l'œuf.

La collecte régionale de lait de vache progresse et les prix se tassent autour de 329 €/1000 l. La fabrication de produits laitiers progresse sur un an. Après avoir atteint fin septembre un niveau record, le prix du beurre se replie.

### Industries agroalimentaires -

La production augmente de façon marquée en octobre et novembre puis se stabilise. Les prix des matières premières et produits finis sont globalement stables.

### A LA UNE ...

Issue des travaux des Etats Généraux de L'Alimentation, la feuille de route portant la politique alimentaire du Gouvernement a été présentée le 31 janvier 2018. Elle est structurée autour de trois axes stratégiques :

- assurer la souveraineté alimentaire de la France ;
- promouvoir des choix alimentaires favorables pour la santé et respectueux de l'environnement ;
- réduire les inégalités d'accès à une alimentation durable et de qualité.

Le projet de loi « pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable », présenté en conseil des Ministres le 31 janvier 2018, est le premier outil de mise en œuvre de cette feuille de route.

*Lire la suite page 8*

### SOMMAIRE

Contexte météorologique	p. 2	Productions animales	p. 10	Annexes	p. 18
Productions végétales	p. 3	Industries agroalimentaires	p. 15		

## Contexte météorologique

Le quatrième trimestre de 2017 est sec avec des déficits de 30 à plus de 50 % sur la Vendée. La douceur est généralisée sur la région (0,5 à 1,0 °C au-dessus des normales). Le nord, marqué par peu de gel, contraste toutefois avec la relative fraîcheur en Vendée. Enfin, l'ensoleillement présente des gains de 10 à 25 % près du littoral et de 5 à 15 % à l'intérieur des terres.

### Octobre : doux et à nouveau très sec

Octobre annule les espoirs nés le mois précédent. En effet, les cumuls de précipitations varient de 20 mm dans le bocage vendéen à près de 45 mm en Pays de Retz (44) ou dans les collines d'Ernée (53) avec des pluies tombées essentiellement du 19 au 21. Au final, les déficits sont conséquents sur la totalité de la région avec des arrosages ne représentant bien souvent que 30 à 50 % de la normale, voire moins de 20 % dans le sud Vendée. Du nord aux îles vendéennes, les températures minimales varient de 8,5 à 13 °C, températures douces, 0,5 à 2,5 °C au-dessus des normales, avec de rares gelées en toute fin de mois sur le nord de la région. Quant aux températures maximales, elles fluctuent de 16,5 à 20,5 °C du nord au sud Vendée. Elles sont également 1 à plus de 2 °C au-dessus des normales, avec encore quelques belles journées estivales où le mercure dépasse les 25 °C du 14 au 17, en lien avec la circulation sur le proche Atlantique de l'extrême Ophélie. En conclusion, les températures moyennes varient de 13 à 16 °C sont 1 à 2 °C au-dessus des normales. Le soleil se montre à son avantage pendant tout le mois dégageant ainsi des excédents d'environ 10 % à Beaucouzé (49) à 25 % à la Roche-sur-Yon (85).

### Novembre : toujours très sec et ensoleillé

Novembre est à nouveau très sec. Les précipitations restent insuffisantes pour un mois d'habitude propice à la recharge des nappes phréatiques. Les déficits de pluviométrie concernent l'ensemble des Pays de la Loire. Ils sont majeurs dans le sud de la Vendée de 75 à 85 % et d'environ 60 % en remontant sur le Pays de Retz ou le vignoble nantais. Ils diminuent en progressant vers le nord, 30 à 40 % au centre de la région, pour ne représenter plus que 10 % dans l'extrême nord. Les températures moyennes fluctuent de 7 à 11 °C du nord aux îles vendéennes, et sont proches des normales. A quelques dixièmes près, elles sont légèrement supérieures des Mauges à la vallée de la Sarthe en passant par l'Anjou et plutôt inférieures dans les départements côtiers ou encore le Segréen. Les maximales, comprises du nord au sud entre 10 et 14 °C, sont globalement supérieures aux normales de 0,5 à 1 °C avec un mercure qui atteint en journée les 20 °C en début de mois. Les minimales affichent 3 à 8 °C du nord aux îles vendéennes. Paradoxalement, elles apparaissent plutôt au-dessus des normales au nord, alors qu'elles sont plutôt fraîches près des côtes et en Vendée, 1 à 2 °C sous les normales, avec des gelées notables en fin de mois dans le marais Poitevin. Les durées d'insolation, de 85 heures dans le nord à 150 heures sur le littoral, présentent un peu partout

des gains d'ensoleillement : de 10 à 20 % dans l'intérieur des terres, de 40 à 50 % près de l'océan.

### Décembre : plus humide et doux

En décembre, les cumuls de précipitations varient ponctuellement de 60 mm au sud Vendée, dans le Baugeois ou la vallée de la Sarthe, à plus de 120 mm dans la gâtine vendéenne, la vallée de la Sarthe et les collines d'Ernée. Ces dernières régions présentent souvent des excédents de 20 à 30 %. Mais, cela reste très hétérogène et insuffisant, notamment dans le bocage ou le sud Vendée qui accusent encore des déficits de 10 à 15 %. Si la fraîcheur domine au début, avec des minimales de - 2 à - 5 °C localement du 1er au 03, décembre se termine dans la douceur au moment des fêtes où le mercure flirte avec les 15 °C les 30 et 31. Le nord bénéficie davantage de cette douceur avec deux fois moins de jours de gel que la normale. Au final, les températures moyennes varient de 5 °C au nord de la région à 9 °C dans les îles vendéennes. L'ensemble des Pays de la Loire est au-dessus des normales de 0,5 à 1,5 °C. L'ensoleillement est globalement déficitaire, à peine normal à la Roche-sur-Yon pour atteindre des déficits de 20 % au Mans. Ce mois est également marqué par des vents tempétueux le 11, ainsi qu'autour de la période de Noël et en toute fin de mois.

Département		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		4 <sup>e</sup> trimestre 2017	Normales 1981-2010 ou Moyennes	4 <sup>e</sup> trimestre 2017		Normales 1981 - 2010 ou moyennes		4 <sup>e</sup> trimestre 2017	Normales ou Moyennes 1981-2010	4 <sup>e</sup> trimestre 2017	Normales 1981 - 2010 ou moyennes
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAIS	192,5	279,4	6,3	14,4	6,2	13,1	13	11	325h38	280h06
	ST NAZAIRE-MONTOIR	170,5	268,5	6,7	14,4	6,2	13,3	9	13	317h16*	290h07
	NORT-SUR-ERDRE	161,7	246,8	6,0	14,2	5,3	13,0	15	15	mq	306h54
49	BEAUCOUZE	165,3	211,6	6,4	13,7	5,8	12,5	11	13	278h28	269h36
	MARTIGNE-BRIAND	128,8	189,6	6,0	13,8	5,5	12,9	14	15	mq	314h48
	CHOLET	155,2	248,5	6,2	13,3	5,6	12,2	12	14	mq	312h24
53	LAVAL	167,4	233,8	6,2	12,9	5,4	12,0	6	14	263,h31	230h13
	LE HORPS	200,8	256,5	6,0	11,4	5,0	11,7	4	17	mq	260h54
	ERNEE	235,2	273,4	5,9	12,4	5,3	11,6	6	14	mq	268h36
72	LE MANS	140,3	198,9	5,8	13,5	5,3	12,2	12	16	272h35	253h36
	LUCHE-PRINGE	147,3	220,5	5,9	12,9	5,0	12,2	10	18	mq	291h48
	ROUESSE-VASSE	195,1	242,1	6,3	12,1	4,8	12,0	5	18	mq	282h12
85	CHATEAU-D'OLONNE	130,0	277,8	7,4	14,5	7,8	15,2	6	7	397h45	357h00
	NOIRMOUTIER	127,4	247,4	9,2	14,5	8,1	13,4	0	4	mq	347h12
	FONTENAY	119,8	303,9	5,3	14,5	6,3	13,4	18	12	mq	332h36
	LA ROCHE SUR YON	163,2	306,6	6,0	14,1	6,1	12,8	14	13	347h33	274h41

\* Guérande  
mq : Plus de mesures

## Productions végétales

### Grandes cultures :

#### Bon rendement en maïs grain et rendement record en tournesol

Le beau temps d'octobre permet la récolte dans de bonnes conditions du maïs et du tournesol. La pluviosité régulière de septembre a favorisé le bon remplissage des grains de maïs. Le rendement régional du maïs grain est estimé à 94 quintaux ; il est supérieur de 20 quintaux au rendement de 2016 et de 9 quintaux au rendement quinquennal 2012-2016. Avec la hausse de surface de 9 %, la production régionale 2017 progresse de 37 %

par rapport à celle de 2016 ; cependant, elle est inférieure de 10 % à la production moyenne 2012-2016 : la sole 2017 étant inférieure de 17 % à la sole moyenne 2012-2016.

Évalué à 31 quintaux, le rendement régional du tournesol est supérieur de 5 quintaux à celui de 2016 et de 6 quintaux au rendement quinquennal 2012-2016. Avec la hausse de surface de 16 %, la production régionale 2017 progresse de 38 % par

rapport à celle de 2016 ; elle est supérieure de 22 % à la production moyenne 2012-2016, malgré le recul de la sole de 4 % par rapport à la sole moyenne 2012-2016.

En termes de rendements, 2017 restera comme une bonne année pour les céréales à paille et le maïs, mais surtout comme une année record en colza et tournesol.

#### Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 - récolte 2017 -

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2017/2016	Rendement (q/ha)	Évolution 2017/2016	Production (1000 q)	Évolution 2017/2016
<b>Céréales : 691 490 ha dont</b>						
Blé tendre	391 040	-4 %	72	24 %	28 155	20 %
Orge d'hiver	70 970	-14 %	67	20 %	4 755	3 %
Orge de printemps	5 800	47 %	50	9 %	290	60 %
Triticale	34 780	-12 %	61	27 %	2 122	12 %
Blé dur	33 030	-10 %	65	30 %	2 147	17 %
Avoine	6 730	44 %	62	32 %	417	90 %
Maïs grain *	119 110	9 %	94	25 %	11 196	37 %
<b>Oléoprotéagineux : 134 670 ha dont</b>						
Colza	80 210	7 %	39	18 %	3 128	27 %
Tournesol	29 230	16 %	31	19 %	906	38 %
Pois protéagineux	12 610	9 %	38	19 %	479	30 %
<b>Maïs fourrage</b>	<b>261 560</b>	<b>-5 %</b>	<b>127</b>	<b>18 %</b>	<b>33 218</b>	<b>12 %</b>

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

\* Maïs grain : dont 14 300 ha de maïs grain humide ; évolution de surface grain + fourrage : - 1 %.

#### Bonnes conditions de semis et de développement pour les céréales d'hiver

Dans l'ensemble, les semis des céréales d'hiver se déroulent dans de bonnes conditions. La douceur des températures favorise la levée rapide des plantes et leur bonne implantation.

La pluviosité de décembre est la bienvenue : elle enclenche un début de reconstitution des réserves en eau des sols.

Les toutes premières prévisions de sur-

faces indiquent une quasi-stabilité pour le blé tendre, le blé dur et le triticale, un recul en orge d'hiver et une hausse sensible en colza. Les cours des céréales sont bas depuis de nombreux mois ; par ailleurs, le rendement régional record du colza en 2017 a probablement incité les producteurs à en augmenter la surface semée.

#### Évolution des surfaces en Pays de la Loire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 - récolte 2018 -

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2018/2017
Blé tendre	391 000	0 %
Orge d'hiver	67 700	-5 %
Triticale	35 200	1 %
Blé dur	33 100	0 %
Avoine	6 400	-5 %
Colza	92 100	15 %

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

#### La parité euro - dollar et l'abondance des stocks mondiaux pèsent sur le marché des céréales

Courant octobre, la légère baisse de l'euro par rapport au dollar permet au blé de la zone euro de retrouver un peu de compétitivité à l'export ; le cours du blé progresse. À partir de novembre, l'arrivée de la production de l'hémisphère Sud conforte des stocks mondiaux déjà pléthoriques ; récolte et stock mondiaux sont portés à des niveaux record : 757 et 254 Mt. De plus, l'euro repart à la hausse par rapport au dollar, et les températures clémentes en Russie permettent au premier exportateur mondial de blé de poursuivre jusqu'à fin décembre son

activité portuaire et ses ventes massives à des prix très compétitifs. En décembre 2017, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (154 €/t) est équivalent à celui de septembre 2017 ; il est inférieur de 6 % à celui de décembre 2016.

La production mondiale de maïs est rehaussée à 1 054 Mt ; mais la consommation mondiale est prévue supérieure de 14 Mt à cette production ; en un an, le stock mondial diminue de 13 Mt. En décembre 2017, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (148 €/t) est supérieur de 1 % à celui de septembre 2017 ; il

est inférieur de 7 % à celui de décembre 2016.

La hausse du cours du pétrole conduit, courant novembre, à une progression du cours des huiles et des graines oléagineuses. Cependant, les stocks mondiaux de soja sont réévalués en décembre avec la perspective d'une récolte abondante en Amérique-du-Sud ; cela entraîne un repli des cours du complexe oléagineux. En décembre 2017, le cours moyen du colza rendu Rouen (353 €/t) est inférieur de 1 % à celui de septembre 2017 et de 14 % à celui de décembre 2016.

## La forte concurrence à l'export pays tiers impacte les chargements portuaires régionaux

Durant ce trimestre, 259 000 t de céréales et d'oléagineux sont chargées dans les quatre ports de la région, contre 345 000 t au cours du trimestre précédent. À mi-campagne 2017-2018, le cumul du trafic régional atteint 604 000 t contre 539 000 t au 31 décembre 2017 ; soit une hausse de 12 % : + 65 000 t. Cependant, le cumul à fin décembre 2017 est inférieur de 25 % (- 205 000 t) au trafic moyen à mi-campagne pour la période 2012-2016. Au 31 décembre 2017, les

chargements de blé tendre atteignent 443 000 t, ceux d'orge 50 000 t et ceux de maïs et de blé dur 45 000 t chacun. Une destination se détache nettement : le Portugal (192 000 t dont 184 000 t de blé tendre), loin devant le Royaume-Uni (73 000 t) et Cuba (70 000 t). Sur les deux dernières campagnes, les expéditions vers l'Union européenne progressent alors que les exportations pays tiers sont en net recul.

Une synthèse sur les chargements de grandes cultures des ports de la région pour la campagne 2016-2017 est disponible sur le site internet de la DRAAF : [draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr](http://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr) / Données statistiques / Conjoncture / Conjoncture grandes cultures

Évolution des chargements portuaires ligériens vers l'UE et les pays tiers (tonnes)

Zone	À fin déc. 2017	À fin déc. 2016	À fin déc. 2012/16	Évolution à fin déc. 2017 / fin déc. 2016		Évolution à fin déc. 2017 / fin déc. 2012/16	
UE	353 000	244 000	311 000	109 000	45 %	42 000	14 %
Pays tiers	251 000	295 000	498 000	-44 000	-15 %	-247 000	-50 %
Total	604 000	539 000	809 000	65 000	12 %	-205 000	-25 %

### Nouveaux regroupements de collecteurs

#### Les négociants du Maine-et-Loire SCPA et Vert-Anjou fusionnent

La SCPA (Société Commerciale de Produits Agricoles), située au Puy-Notre-Dame, et Vert-Anjou, basé à Charcé-Saint-Ellier-sur-Aubance, fusionnent. Ces deux collecteurs sont des filiales de la CAPL (Coopérative Agricole des Pays-de-la Loire) dont le siège se trouve à Bellevigne-en-Layon.

Le nouveau collecteur garde le nom SCPA, son siège est situé au Puy-Notre-Dame. La collecte moyenne de la SCPA atteint 48 000 t de COP (céréales et oléoprotéagineux), et celle de Vert-Anjou 22 000 t (dont 9 000 t en bio).

#### Les négociants BOUCHERON (Maine-et-Loire) et MARCHÉ-PERROCHON (Indre-et-Loire) fusionnent

La SA BOUCHERON, située à Noyant, et les Établissements MARCHÉ-PERROCHON, basés à Continvoir, fusionnent. Ces deux collecteurs font partie de C2 NÉGOGES, filiale regroupant les négociants du groupe TERRENA.

Le nouveau collecteur s'appelle GRANEO, son siège est situé à Noyant. La collecte moyenne de la SA BOUCHERON atteint 110 000 t de COP et celle des Établissements MARCHÉ-PERROCHON 65 000 t.

#### La CAM 53, TERRENA et TERRENA POITOU fusionnent

La Coopérative des agriculteurs de la Mayenne, située à Laval ; TERRENA, basée à Ancenis, et TERRENA POITOU, installée à Chasseneuil-du-Poitou (86), fusionnent.

La nouvelle coopérative garde le nom de TERRENA, son siège est situé à Ancenis. La collecte moyenne du groupe TERRENA atteint 2,53 Mt de COP : 880 000 t pour C2 NÉGOGES, 200 000 t pour la CAM, 610 000 t pour TERRENA POITOU et 840 000 t pour TERRENA. Les principaux départements de collecte de TERRENA sont la Mayenne, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Vienne et les Deux-Sèvres.

Le plan de transformation de la filière céréales s'articule autour de trois axes :

- créer davantage de valeur afin d'accroître l'activité économique ;
- développer une combinaison de solutions réalisables pour améliorer la qualité des produits sans surcoûts pour la filière ;
- améliorer la compétitivité de tous les maillons de la filière.

---

## Fruits et légumes

### Un marché plus fluide en fin de trimestre pour le radis et la mâche

Le basculement des productions de radis de plein champ vers celles issues des abris froids s'opère très tardivement en raison de l'exceptionnelle douceur des températures du trimestre. A partir de la mi-octobre la concurrence interrégionale est moins ressentie et les prix sont alors revus à la hausse. Ce mouvement est conforté au fil des semaines. En novembre, l'offre nationale de radis repose quasi exclusivement sur les Pays de la Loire et permet d'élargir sensiblement le périmètre des expéditions. Bon nombre de producteurs sont toutefois confron-

tés à une mauvaise germination de lots de graines de radis. Les conséquences sont perceptibles sur les rendements. Les échanges à des prix élevés en décembre traduisent bien la situation de déficit.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande est patent en mâche, de sorte que des destructions de marchandises sont inéluctables. Les opportunités à l'export restent très embryonnaires et la demande française manque de dynamisme. Les échanges sur les marchés de gré à gré s'effectuent à des prix plan-

cher. Il faut attendre l'arrivée d'une période de froid, fin novembre, pour qu'une régulation de l'offre s'opère enfin. La décruce des disponibilités permet d'assainir le marché de la mâche barquette, puis dans un second temps, celui de la mâche plateau. La situation s'améliore au fil des jours, les cours expéditions repassent au-dessus de la moyenne quinquennale et le très net sursaut d'activité à l'approche des fêtes de fin d'année apporte un regain d'optimisme après un début de saison très mal engagé.

### Progression de la concurrence interrégionale pour les salades et le poireau

L'allongement des nuits ralentit l'évolution des cultures de salades. Le commerce est plutôt calme car la demande est peu dynamique et la concurrence des productions méditerranéennes est précoce. Le marché peine à garder son équilibre. Quelques broyages au champ sont effectués pour des produits en surmaturité, principalement en laitue pommée et feuille de chêne blonde. L'offre ligérienne décline et se réduit essentiellement à la Batavia. Dès lors, les prix qui depuis la mi-juillet s'étaient maintenus quelques centimes au-dessus de la

moyenne quinquennale, passent en dessous début novembre, dernier mois de la campagne.

En début de trimestre, le commerce du poireau est actif, avec des promotions pour le vrac (10 kg) et la botte de 1 kg. Les vacances scolaires de Toussaint et la douceur limitent les ventes. Les prix restent en dessous de la moyenne long terme (- 7 cts avec la moyenne quinquennale du trimestre). Le marché retrouve un meilleur élan à la faveur de températures plus froides en novembre. La

concurrence s'accroît en décembre, les expéditeurs se heurtant aux bassins leaders (Normandie, Belgique, Bretagne) mais aussi aux multiples productions locales. Hormis quelques engagements, les ventes se réduisent en amont des préparatifs des fêtes de fin d'année. Après Noël, des augmentations tarifaires sont obtenues en prévision des mises en avant de janvier. En poireau, l'activité du trimestre est globalement en phase avec le planning commercial.

### Fin de campagne plus favorable pour la tomate que pour le concombre

La saison du concombre s'achève à la mi-octobre. Les derniers lots sont vendus moyennant un ajustement des prix pour tenir compte de la concurrence espagnole. Après plusieurs campagnes favorables et avec plus de la moitié de la production annuelle vendue en dessous des moyennes quinquennales, le bilan de cette saison, ponctuée de situations de

crises conjoncturelles, s'annonce d'ores et déjà médiocre.

En octobre, dans un contexte de météo favorable à la consommation, les ventes de tomates se déroulent sereinement. L'offre décline sensiblement dans les présentations vrac et les volumes sont facilement absorbés par la demande à un prix en moyenne 15 centimes plus élevé

que la moyenne quinquennale du trimestre. La campagne s'achève en fin de deuxième décennie de novembre au profit des tomates d'origine marocaines ou espagnoles. Quelques serristes prolongent néanmoins la campagne en produisant des tomates grappes de contre-saison.

### Une récolte de pommes et poires dans un contexte d'offre européenne réduite

Les récoltes de pommes se font dans de bonnes conditions. Le marché tarde toutefois à se mettre en place. A l'export, le début de saison est différé. Dans un contexte d'offre européenne réduite, les pays importateurs du Moyen-Orient se fournissent en hémisphère sud. Sur le marché intérieur, les prix bas des pommes du Sud-Est s'imposent. En Val de Loire, les producteurs patientent et se positionnent avec des cours élevés sur les variétés rustiques. Pour Gala, Golden

et Granny, tout en étant supérieurs aux années précédentes, les prix déçoivent les expéditeurs. L'industrie est sollicitée pour assainir le marché et écouler les écarts de tri. L'export en jus n'a jamais été aussi élevé en volume et en prix.

La production régionale de poires est stable par rapport à 2016 et caractérisée par de bons calibres et une qualité correcte. Le marché se met doucement en place. L'offre européenne s'annon-

çant en forte baisse, les opérateurs se positionnent à des niveaux de prix élevés. Pour autant, le marché intérieur est bataillé. Les écarts de prix entre opérateurs sont importants. La Conférence est la plus impactée. Le commerce est fluide pour les calibres supérieurs à 65 mm, mais plus difficile pour les petits calibres. En Comice, les taux de sucre élevés génèrent une évolution rapide des lots et obligent un rythme de vente soutenu.

Le plan de filière Fruits et légumes présenté par Interfel mi-décembre vise à répondre à l'enjeu du développement de la consommation des fruits et légumes en tenant compte des attentes sociétales, d'assurer la compétitivité, l'attractivité et la durabilité de la filière sur le marché intérieur et à l'international.

Les axes prioritaires sont :

- mettre en œuvre une contractualisation opérationnelle et disposer d'indicateurs de suivi des marchés ;
- développer la place et le rôle des signes officiels de qualité (SIQO, bio, certification environnementale), développer l'offre et la traçabilité des produits français ;
- mieux répondre aux attentes sociétales par la réduction de l'usage des produits phytosanitaires et une meilleure gestion des ressources et de la production ;
- répondre à l'objectif de santé publique et d'éducation alimentaire ;
- investir collectivement dans le développement de l'offre française ;
- renforcer la recherche et l'innovation.

## Viticulture

### Des stocks réduits et une récolte limitée

La récolte 2017 est atypique. Les vignes touchées de façon très hétérogène par le gel en avril ont également subi un stress hydrique important au printemps et dans l'été. La compensation a été ralentie par la fraîcheur de mai et est inégale selon les cépages et le taux de gel des parcelles. La chaleur et la sécheresse estivale ont toutefois maintenu la pression cryptogamique au plus bas permettant une vendange très saine. En Muscadet,

les rendements sont très aléatoires rendant l'estimation de la récolte particulièrement difficile. Dans l'attente des données officielles issues des déclarations de récolte, la réduction du volume total de récolte reste dans une fourchette large de 30 à 40 % en dessous d'une récolte normale. La récolte de Gros Plant est également estimée en retrait.

D'après les douanes, les stocks au 31 juillet

2017 des appellations d'Anjou-Saumur sont légèrement inférieures à ceux de 2016 à période comparable (- 0,8 %), avec des hausses pour certaines appellations comme les Cabernet et Rosé d'Anjou, le Saumur-Champigny ou le Crémant de Loire, et des baisses pour d'autres. A 291 000 hl, les stocks de Muscadet détenus par les viticulteurs et le négoce accusent quant à eux une baisse de 30 %.

### Progression des prix et repli des volumes vendus au négoce

En novembre, dans un contexte d'offre réduite par deux années de faible récolte, les achats du négoce s'effectuent à des prix toujours plus élevés pour les appellations nantaises. Les cours du Muscadet atteignent des sommets et passent la barre des 162 €/hl pour le AC et celle des 195 €/hl pour le Sèvre et Maine sur

Lie. Le Gros Plant suit cette tendance haussière. Cette évolution se fait au détriment des volumes. Le cumul des achats depuis le début de la campagne recule fortement par rapport l'an passé (- 27 % pour le Muscadet, - 39 % pour le Gros Plant).

Les exportations des 12 derniers mois

arrêtées en octobre se rétractent de 15 % en volume pour le Muscadet, mais de seulement 6,5 % en valeur. En fines bulles, le Crémant de Loire progresse en volume (+ 16 %) et en valeur (+ 18 %). Il en va de même pour les Rosé et Cabernet d'Anjou (+ 5 % en volume et 6 % en valeur).

### Un bilan des ventes en GMS inégal selon les appellations

En GMS, en 2017, les ventes en volume des vins effervescents, hors champagne, stagnent (+ 0,4 %) par rapport à celles de 2016. La forte progression des effervescents étrangers et des vins sans alcool est masquée par le repli des autres catégories de vins mousseux. Avec un prix du col en progression de plus de 3 %, le Saumur (12 % des parts de marché / total de fines bulles vendues en GMS) recule de 6 % en volume vendu. Inversement, les ventes de Crémant de Loire, (8 % des parts de marchés) progressent d'un peu plus de 3 % sur un an, avec un prix moyen

en légère hausse (1 %). Toutes AOP fines bulles françaises confondues, les ventes de brut stagnent. Elles représentent 68 % des parts de marché ; celles de rosé (11 % des parts) se développent.

En vin rouge, les ventes de Saumur Champigny se maintiennent sur un an contrairement à la plupart des autres appellations de vins rouges du Val de Loire. La hausse du prix moyen reste modérée (inférieure à 2 %). Rosé du Val de Loire le plus vendu en GMS, le Cabernet d'Anjou progresse légèrement (+ 0,8 % en volume, + 2,1 % en valeur), mais la plus forte évolution

est réalisée par le Rosé d'Anjou (+ 6,5 % en volume, + 7,8 % en valeur).

58 % des ventes de vins blancs du Val de Loire en GMS sont des Muscadet, réparties essentiellement entre le Muscadet AC et le Muscadet Sèvre et Maine sur Lie (respectivement 25 et 24 %). En 2017, le volume des ventes se réduit plus fortement pour le AC (- 22 %) que le Sèvre et Maine sur Lie (- 8 %). Bien qu'importante, l'augmentation du prix moyen (respectivement de 8 % et 2,7 %) ne permet pas d'atteindre le chiffre d'affaires de 2016.

# Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 30.11.17

Achats du Négoc

	Activité du mois		Campagne			
	Volume (1)	Cours Vrac €/hl (2)	Volume (1)	+/-% A-1	Cours Vrac €/hl (2)	+/-% A-1
Muscadet	1 821,65	162,54	18 056,04	-27%	162,15	27%
Muscadet Sèvre et Maine	1 657,00	169,23	9 651,06	-2%	169,36	30%
Muscadet S&M Sur Lie	2 565	195,94	41 179,94	-12%	182,23	19%
Gros Plant	730	107,91	2 255,79	-39%	104,75	17%
Gros Plant/Lie	595	121,93	6 753,58	22%	122,06	22%
Anjou Blanc	1	0,00	1 007,35	-5%	135,46	-26%
Saumur Blanc	50	0,00	1 632,50	37%	190,15	-3%
Coteaux du Layon	1 069	323,60	2 643,91	83%	322,70	-4%
Touraine Blanc	2 061	220,06	32 496,11	-3%	211,45	1%
Vouvray	343	260,93	5 991,40	51%	260,18	-2%
Saumur Mousseux	6 951	154,45	36 219,30	29%	154,25	3%
Crémant de Loire	11 186	186,06	46 144,89	17%	186,12	1%
Vouvray effervescents	252	0,00	4 909,41	-17%	0,00	-100%
Sancerre (Mois M -2)	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Rosé d'Anjou	3 411	150,72	29 238,68	-7%	146,32	-6%
Cabernet d'Anjou	6 658	189,57	88 277,18	11%	182,28	-1%
Rosé de Loire	642	NS	11 332,94	24%	124,36	4%
Anjou Rouge	347	NS	1 168,03	-36%	162,51	7%
Saumur Rouge	380	162,11	1 260,66	22%	175,73	0%
Saumur Champigny	1 151	290,47	5 001,95	1%	281,30	3%
Touraine Rouge	857	137,89	4 796,04	-25%	145,67	5%
Chinon	97	337,50	4 300,18	53%	324,65	12%
St Nicolas de Bourgueil	1 015	322,00	4 036,82	128%	325,05	2%
Vins IGP Sauvignon	2 553	139,32	17 043,44	-9%	136,21	1%
Vins IGP Chardonnay	771	125,58	11 981,19	2%	122,21	4%
Vins IGP Autres Blancs	277	NS	4 186,05	ND	ND	ND
Vins IGP Gamay Rgs-Rs	67	#VALEUR !	4 790,02	-18%	80,35	-7%
Vins IGP Autres Rgs-Rs	2 298	NS	6 383,46	ND	ND	ND
VSIG Blancs	957	61,57	1 732,00	-74%	54,94	-36%
VSIG Rouges	205,00	56,71	882,00	-25%	47,79	-1%
VSIG Rosés	3 121	57,27	5 219,00	16%	52,40	-23%

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

ND : non disponible

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)



Pour tout renseignement concernant :

- les vins de Nantes à Blois : Interloire - Fanny Gillet 02 47 60 55 08
- Les vins du Centre : Patrice Fontaine 02 48 78 51 07
- les vins IGP : CIVDL - Lucie Chassevent : 02 41 87 25 81
- Les VSIG : FranceAgriMer - Françoise Yhuel : 02 41 72 32 27



Finalisé en janvier, le plan de filière vin comporte 4 axes :

- un engagement social : favoriser un meilleur environnement de travail qui préserve la santé et la sécurité des personnes qui travaillent à la vigne et dans les caves ;
- un engagement environnemental : préparer la filière à faire face au changement climatique et faciliter la transition écologique attendue par la société française. L'objectif est la réduction puis l'arrêt à termes de l'usage des pesticides sous réserve de trouver des alternatives fiables qui maintienne qualité et production ;
- un engagement sanitaire : par l'amplification du travail de sensibilisation et d'éducation à une consommation sans risque pour la santé ;
- la création de valeur à tous les maillons de la chaîne. Cela implique un suivi du chiffre d'affaires de la filière, un juste partage des marges entre les acteurs, une amélioration de la création de valeur, une politique export plus ambitieuse et plus cohérente en phase avec les attentes de ses marchés, un travail sur la bannière France comme porteuse de valeurs partagées. Une amélioration de la résilience des entreprises est également nécessaire (mise en place de réserve, dispositif assurantiel plus attractif, refonte de la fiscalité) pour faire face aux aléas économiques et climatiques et faciliter le renouvellement des générations.

## Politique alimentaire du Gouvernement *(suite de la page 1)*

Le projet de loi vise d'abord à améliorer l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire :

- le processus de construction du prix payé aux agriculteurs est inversé et s'appuie désormais sur les coûts de production des producteurs. Le contrat et le prix associé seront proposés par celui qui vend ;
- la réouverture des négociations est facilitée en cas d'évolution des coûts de production, sur une durée raccourcie ;
- le seuil de revente à perte est relevé à hauteur de 10% et les promotions encadrées ;
- la lutte contre les prix abusivement bas est élargie et renforcée ;
- la médiation agricole est facilitée et renforcée, les missions des interprofessions sont élargies.

Il vise ensuite à renforcer la qualité sanitaire, environnementale et nutritionnelle des produits pour une alimentation saine, de qualité et durable :

- en matière de commercialisation de produits phytosanitaires, les activités de vente et de conseil sont séparées et le dispositif des certificats d'économies des produits phytopharmaceutiques, sécurisé. Les rabais, ristournes et remises lors de la vente de ces produits sont interdits ;
- les pouvoirs d'enquête et de contrôle des agents chargés de la protection de la santé, de la protection animale et de la sécurité sanitaire des aliments sont renforcés ;
- le délit de maltraitance animale est étendu et les peines, doublées. Les associations de protection animale peuvent se porter partie civile.

Le projet de loi vise enfin à permettre à chacun d'accéder à une alimentation saine, sûre et durable :

- la restauration collective publique devra s'approvisionner avec au moins 50% de produits issus de l'agriculture biologique, locaux ou sous signes de qualité, à compter du premier janvier 2022.
- le gaspillage alimentaire est réduit dans la restauration collective par la mise en place d'un diagnostic obligatoire et le don alimentaire étendu à la restauration collective et à l'industrie agroalimentaire.

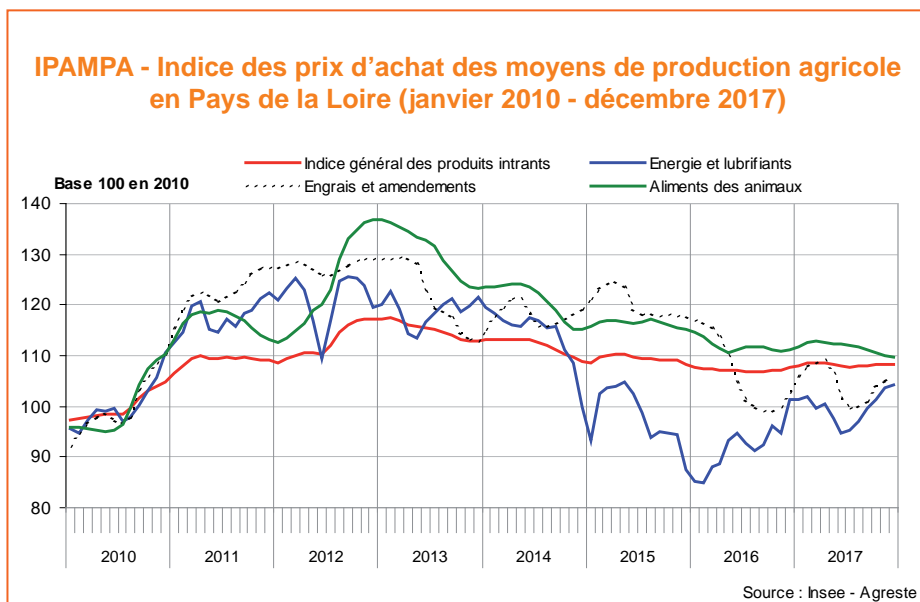


## Le prix des intrants sous la pression de la remontée des prix de l'énergie et des engrais

L'indice général du prix d'achat des intrants s'est légèrement affermi au cours du dernier trimestre. Il subit la hausse des prix de l'énergie et des engrais, tandis que le prix de l'aliment tend à baisser. En moyenne annuelle, l'indice général progresse de 1 % par rapport à 2016. Le prix de l'énergie gagne plus de 4 % ces trois derniers mois. Entre juin et décembre, l'indice du prix de l'énergie a gagné 10 % et retrouve un niveau jamais atteint depuis avril-mai 2015. Le prix moyen 2017 dépasse de 9 % celui de 2016. A lui seul, le prix des carburants progresse en moyenne annuelle de 16 %. Les postes énergie, carburants et engrais azotés sont les plus sensibles à la hausse du prix du pétrole.

L'indice du prix des engrais et amendements progresse également ce dernier trimestre (+ 4,5 %) poursuivant la hausse entamée en août (+ 6 %). Sur ces cinq derniers mois, l'évolution du prix des engrais simples azotés atteint 11 %. Au final, après les mouvements contradictoires enregistrés en début d'année, le prix moyen des engrais en 2017 s'avère inférieur de 2 % à celui de 2016, année qui avait commencé à un très haut niveau.

Le prix de l'alimentation animale se replie une nouvelle fois perdant 1,4 % au cours du dernier trimestre. Après les progressions enregistrées en début d'année,



le prix n'a cessé de décroître de façon quasi régulière (- 3 % comparé à mars). En moyenne annuelle, le prix de l'aliment ne bouge pratiquement pas comparé à 2016 (léger retrait de 0,3 %), il bénéficie de la pression exercée sur le cours des matières premières et des céréales en particulier.

Le prix des intrants tend également à la hausse sous l'impact de postes auxiliaires. Ainsi le prix de l'entretien et la

réparation des véhicules et bâtiments progresse de 1,8 % par rapport à 2016, il en est de même pour les produits et services (+ 1,6 %). Les prix des biens d'investissement (23 % du poids de l'indice général) augmentent quant à eux de 2 % : d'une part le matériel agricole de 1,8 % et d'autre part les ouvrages (bâtiments d'exploitation en particulier) de 3,5 %.

Note : la base de référence de l'IPAMPA est 2010 depuis mars 2013, au lieu de 2005 précédemment. L'indice moyen annuel de l'année 2010 est égal à 100. Des changements de coefficients de pondération ont eu lieu.

## Productions animales

Au terme de l'année 2017, les principales catégories de bovins (vaches, jeunes bovins mâles, veaux) enregistrent une diminution des volumes abattus par rapport à 2016 et 2015. Les poids moyens des carcasses régionales, souvent en baisse par rapport à 2016, traduisent une plus grande fluidité des

marchés. La consommation de viande bovine est en recul de 1,7 % fin novembre 2017. Les cotations des jeunes bovins terminent l'année 2017 au plus haut. Malgré un léger mieux par rapport à la période précédente, 2017 s'affiche comme une année difficile pour les vaches de réforme. Les broutards bénéficient

d'une demande à l'export dynamique et d'une baisse saisonnière très modérée des cotations. Le marché des veaux de boucherie retrouve quelques couleurs en fin d'année. Après un premier semestre difficile, les cotations des agneaux progressent jusqu'en fin d'année.

### Bovins mâles de 8 à 24 mois (jeunes bovins) : des disponibilités limitées et des cotations au plus haut

Les disponibilités limitées aux échelles nationale et régionale dopent les cours qui terminent l'année 2017 au plus haut avec des valeurs généralement supérieures de 20 à 25 centimes/kg aux valeurs moyennes pluriannuelles 2012-2016

et ceci pour les qualités viande U, viande R et mixte O. A l'échelle européenne, tous les signaux sont également au vert grâce à une demande ferme, notamment en Italie, qui permet d'absorber sans problème l'offre, notamment polonaise.

Les abattages cumulés de janvier à décembre 2017 sont en repli (de l'ordre de - 3 % pour la région et de - 4 % pour le niveau national). La production française de taurillons devrait baisser d'environ 2 % en 2018 selon l'institut de l'élevage.

### Vaches : des cotations un peu mieux orientées qu'en 2016 et une abondance de réformes allaitantes ce trimestre

Après plusieurs années de capitalisation (2014 à 2016), le cheptel allaitant a amorcé une baisse sensible. Les nombreuses réformes allaitantes et une demande intérieure morose conduisent à la baisse des cours, notamment en fin de trimestre pour les vaches allaitantes (catégories viande R et Blonde U en particulier). Les besoins des transforma-

teurs étant couverts, les races mixtes et laitières voient également leurs cours reculer. Le cheptel laitier est, lui aussi, orienté à la baisse. Finalement, malgré un léger mieux, 2017 ressort donc comme une année difficile pour cette catégorie bovine. Les abattages cumulés de janvier à décembre 2017 par rapport à 2016 sont en repli (- 1,4 % pour la région, presque

stables pour l'échelon national, avec plus de vaches allaitantes et moins de vaches laitières). A l'échelle européenne, la situation des marchés est contrastée selon l'importance des disponibilités nationales et les possibilités d'exportation des pays.

### Bovins maigres (broutards) : une fin d'année dynamique et des cotations bien orientées en particulier en décembre

Les solides demandes italienne et espagnole ont soutenu les cours en fin d'année. L'impact, à l'export, de la découverte, en novembre, d'un cas de FCO-4 en Haute-Savoie est pour le moment limité grâce aux accords bilatéraux. De janvier à décembre 2017, près de 42 000 jeunes bovins âgés de 6 à 18 mois (mâles et femelles) ont été exportés à partir de la région (dont 33 200 de 6 à 12 mois). Une baisse saisonnière des cours est certes observée au cours du quatrième trimestre, mais elle s'avère très modérée puisque les cotations des charolais mâles

U de 6-12 mois affichent environ 2,75 €/kg vif lors des semaines 51 et 52, soit une dizaine de centimes de plus que les valeurs moyennes 2012-2016. Le commerce

du 1<sup>er</sup> semestre 2018 sera limité par les faibles naissances enregistrées au second semestre 2017.

A l'issue des Etats généraux de l'alimentation, le plan de filière « viande bovine », validé par l'ensemble des maillons de la chaîne fin 2017, articulé autour de dix objectifs, s'attache par différentes actions à encourager la consommation de viande bovine française en répondant aux attentes des consommateurs et à rémunérer équitablement tous les maillons de la filière. La filière « veau » a, quant à elle, défini 4 grands axes de travail (qui se déclinent en 28 actions concrètes) pour faire face à 2 enjeux essentiels : maintenir son potentiel de production et défendre la place du veau dans l'univers des viandes.

### Veaux de boucherie : une production à la baisse mais un marché assaini

Après un été difficile, les cours régionaux du veau « nord rosé clair R » retrouvent quelques couleurs fin 2017, mais restent en deçà de ceux de 2016 et des valeurs moyennes pluriannuelles 2012-2016, de plusieurs dizaines de centimes par kg. La

cotation moyenne du veau de boucherie « nord rosé clair R » remonte à 6,47 €/kg net lors des semaines 50 à 52. Une demande relativement dynamique et les actions de promotions devraient maintenir les prix dans les prochaines semaines.

Les abattages cumulés de veaux, de janvier à décembre 2017, sont en retrait aux échelons national (- 1,6 %) et plus encore régional (-3 %).

## Lait de vache : une collecte en progression et des prix plus haut qu'en 2016

Le dernier trimestre 2017 confirme une augmentation de la collecte du lait de vache en Pays de la Loire. En effet, après un début de campagne avec des niveaux de livraison inférieurs à ceux de 2016, les volumes collectés en fin d'année sont supérieurs à ceux constatés l'an passé à la même période (+ 5,1 %). Pour rappel, au 4e trimestre 2016, des incitations financières à la réduction de la production de lait avaient été mises en place par l'UE pour endiguer la crise laitière. L'ensemble des départements de la région affichent une tendance similaire. Toutefois, le niveau annuel de la production régionale est inférieur de 0,7 % à celui de 2016 et de 2,8 % à celui de 2015. En 2017, la collecte de lait bio représente 4 % de la collecte totale en Pays de la Loire. Concernant les cours du lait, le dernier trimestre affiche un tassement des prix après la hausse entamée en juin. D'octobre à décembre, le prix moyen régional oscille entre 330 €/1 000 l et 328 €/1 000 l, un niveau qui reste toutefois supérieur à celui du 4e trimestre des deux dernières années (+ 11,5 %). Dans le même temps, le cours du lait bio ligérien continue de s'apprécier et gagne

respectivement 6,7 % et 1,5 % par rapport à celui constaté en 2015 et 2016. Comparativement au quatrième trimestre 2016, le taux protéique reste stable alors que le taux butyreux recule de 1 % en 2017.

Porté par des conditions climatiques et économiques propices à la relance de la production, la collecte nationale affiche également une augmentation des volumes sur le dernier trimestre. En cumul, elle devrait ainsi se rapprocher de celle de 2016. En 2017, la collecte nationale de lait bio représente 2,6 % de la collecte totale en France. Le prix moyen national poursuit sa progression et affiche une hausse de 10,9 % entre novembre 2016 et 2017.

En octobre et novembre, la fabrication de produits laitiers est majoritairement en progression par rapport à l'an passé. Après avoir atteint fin septembre un niveau record (supérieur à 7 000 €/t), le prix du beurre (contrat) se replie en dessous des 5 000 €/t au cours du trimestre, mais reste très volatil.

En décembre, la contamination de lait infantile par des salmonelles conduit le groupe Lactalis à un retrait massif

des produits fabriqués en 2017 par son usine de Craon en Mayenne. L'activité de l'usine est désormais arrêtée dans l'attente de la conclusion d'une enquête en cours sur les causes exactes de la contamination. La collecte est répartie sur les autres usines du groupe.

Au niveau européen, la collecte laitière poursuit sa reprise. La remontée générale des prix du lait dans l'UE, en particulier depuis la hausse entamée en juin 2017, a fortement incité à l'augmentation de la production. En octobre 2017, celle-ci est particulièrement marquée en Italie (10,1 %) et en Irlande (7,2 %) au regard de celle de la production française (4,8 %).

Dans le prolongement des Etats Généraux de l'Alimentation, la filière laitière a adopté un plan de filière visant à définir un nouveau cadre interprofessionnel, valoriser l'excellence française par la création d'un socle de référence et offrir aux consommateurs des produits laitiers diversifiés et conformes à leurs attentes.

## Ovins : en raison de disponibilités limitées dans l'hexagone, le cours de l'agneau français a poursuivi sa progression jusqu'en fin d'année

Depuis le mois de juin 2017, les cotations des agneaux de boucherie sont sensiblement mieux orientées que celles des années 2015 et 2016. Elles sont également très souvent supérieures aux valeurs moyennes pluriannuelles 2012-2016 (pour terminer à + 15-20 centimes/kg en décembre). Ainsi, depuis la fin juin, les cotations hebdomadaires affichent des valeurs toutes supérieures à 6,4 €/kg alors qu'elles avaient été très chahutées au cours du premier trimestre notamment en mars (5,28 €/kg en début de mois). Les

abattages régionaux cumulés de janvier à décembre 2017 sont très proches de ceux enregistrés en 2016 (environ 3760 tec). A l'échelon national, les abattages d'ovins sont en baisse (de l'ordre de 2 %). Production et consommation nationales enregistrent une légère baisse en 2017. L'importance des flux d'agneaux Lacaune en début d'année 2018 impactera plus ou moins fortement la baisse tarifaire régulièrement observée en début d'année, avant la progression saisonnière liée à la période pascale.

A l'issue des Etats généraux de l'alimentation, le plan de filière « viande ovine », validé par l'ensemble des maillons de la chaîne fin 2017, articulé autour de dix-huit ambitions, s'attache à encourager la consommation de viande ovine, de lait et produits laitiers de brebis produits en France en répondant aux attentes des consommateurs et à rémunérer équitablement tous les maillons de la filière.

## Lait de chèvre : hausse des prix et de la production

Les livraisons de lait de chèvre en Pays de la Loire poursuivent leur progression au dernier trimestre 2017. Les livraisons cumulées depuis octobre sont supérieures de 7 % à celles enregistrées à la même période en 2016. Depuis le début de l'année, la collecte reste en deçà de celle de 2016 (- 0,8 %), mais supérieure de 0,6 % à celle de 2015. La Vendée, principal département producteur, suit la même tendance.

A 844 €/1 000 l, le prix moyen au quatrième trimestre est en hausse de 1,5 % par rapport à celui constaté en 2016. En cumulé depuis le début de l'année, le prix moyen pondéré s'établit à 728 €/1 000 l, soit une augmentation respective de 1,5 % et 3,5 % par rapport à 2016 et 2015.

A l'instar de la collecte ligérienne, la collecte française de lait de chèvre

progressive aussi sur le dernier trimestre par rapport à la même période de 2016 (6,2 %). Sur l'année, le niveau de collecte rejoint presque celui de l'année dernière (- 0,7 %). En octobre et novembre, la fabrication de produits laitiers au lait de chèvre est orientée à la hausse hormis la fabrication de fromage, particulièrement les bûchettes, qui est en recul par rapport à l'an passé.

## Porc : la baisse des cotations se prolonge, les exportations absorbent la recrudescence d'activité

En porc, le cours le plus bas de l'année est atteint en décembre. Malgré cela, et grâce un à bon début d'année, le prix moyen en 2017 dépasse de 6 % celui de 2016. Les principaux marchés européens ont suivi la même tendance et les disparités importantes observées au second trimestre se sont atténuées. Les achats des ménages restent atones, la reprise d'activité des abattages et la croissance de l'offre sont en partie absorbées par de meilleurs résultats du commerce extérieur en fin d'année. La chute des cours entraîne une dégradation de la marge des éleveurs.

Au cours du dernier trimestre, la baisse des cours commencée en août se poursuit. Malgré une stabilisation en novembre et sur les trois premières semaines de décembre, la cotation se rétracte en fin de mois à 1,38 €/kg (cotation entrée abattoir, classe S, TMP ≥ 60 %, Centre Ouest). C'est la plus basse cotation enregistrée pendant l'année. Le cours moyen du quatrième trimestre se situe 9 % en dessous de celui du dernier trimestre 2016. Sur les principaux marchés européens, la même diminution des cours est constatée ces derniers mois. Les écarts importants observés en août (plus de 20 centimes en faveur de l'Espagne) se sont réduits à quelques centimes entre la France, l'Allemagne, et l'Espagne, les cotations de cette dernière passant même sous celles de ses concurrents. Grâce à un bon premier semestre, le cours moyen du porc français en 2017 gagne plus de 6 % par rapport à 2016. En Allemagne et en Espagne, l'augmentation s'élève à 10 %, voire plus. Parallèlement au recul des importations chinoises, la France profite, mais moins que ses principaux concurrents, du dy-

namisme des exportations de viande de porc vers les autres pays tiers. Cinquième fournisseur de l'UE, elle représente 6,5 % des volumes européens exportés (rattrapée par la Pologne cette année) quand l'Allemagne et l'Espagne en fournissent respectivement 23 % et 20 %.

Après un rebond de septembre à novembre, le niveau des abattages de porcs se réduit en décembre en raison d'une activité ralentie en fin d'année. En cumul, cela ne suffit pas à rattraper la baisse constatée sur les huit premiers mois de l'année. En Pays de la Loire, les tonnages abattus en 2017 sont inférieurs de 2,3 % à ceux de 2016 tandis qu'à l'échelon France entière le recul se situe à 1,3 %. Le moindre résultat ligérien s'explique essentiellement par le recul de 5 % de l'activité d'un abattoir parmi les quatre principaux (99 % de l'abattage régional à eux quatre). La région représente 10 % des abattages nationaux, et compte sept abattoirs travaillant la viande porcine.

La reprise d'activité sur le dernier tiers de l'année confirme une offre plus importante. Les exportations françaises semblent absorber ce surplus grâce à de meilleurs résultats depuis août. Les échanges intracommunautaires sont dynamiques et assurent au marché une certaine fluidité. Les exportations vers l'Italie et l'Espagne repartent à la hausse de façon significative (respectivement + 26 % et + 17 % sur les 10 premiers mois). Le regain de vitalité du commerce extérieur pallie l'atonie de la consommation intérieure. La baisse des achats des ménages en viandes de porc (et toutes viandes également) se confirme entre 2016 et 2017 : - 5,3 % en porc frais, - 1,8 % en charcuterie (source Kantar Worldpanel). Ces baisses font suite à celles déjà

enregistrées en 2016 et 2015. Les importations sont en recul de 2 % sur les 10 premiers mois de l'année. L'Espagne reste le principal fournisseur (54 % des volumes importés) devant l'Allemagne (18 %).

Le prix des aliments pour porcins est en léger recul au cours du dernier trimestre. En moyenne annuelle, le prix 2017 évolue peu par rapport à 2016 (+ 0,2 %) et est inférieur de 10 % à la moyenne quinquennale 2012-2016 (source IPAMPA). Le prix de l'alimentation bénéficie de la pression sur les cours des céréales (fortes disponibilités mondiales). La part de l'aliment dans le coût de production reste donc stable (50 % des charges en moyenne, selon le RICA, pour les élevages spécialisés), et le prix de l'ensemble des intrants évolue modérément. Ainsi, l'affaiblissement de la marge des éleveurs est directement imputable à la chute des cours du porc ; ces derniers mois le point d'équilibre n'est plus assuré pour nombre d'éleveurs.

Suite aux États-généraux de l'alimentation, INAPORC a diffusé le plan de la filière porcine au nom de l'interprofession. Ce plan s'articule autour de sept grands axes et propose une approche globale sur le plan économique, qualitatif et sociétal. Il s'agit de renforcer la compétitivité de la filière porcine française et enrayer la baisse de la consommation par une nouvelle segmentation du marché et une amélioration de l'offre aux consommateurs. L'excellence de la filière doit être affirmée et le positionnement sur les marchés à l'export nécessite d'être développé, en particulier les exportations de produits à forte valeur ajoutée.

## Aviculture : hausse des abattages de poulets, repli pour les autres espèces

En 2017, à nombre de jours d'abattages comparables, les tonnages cumulés d'abattages de volailles progressent légèrement en Pays de la Loire, alors qu'ils sont en repli au niveau national. Les tendances nationale et régionale restent les mêmes : hausse des tonnages abattus pour les poulets, baisse pour les autres espèces (dindes, canards, pintades). Les abattages régionaux de poulets et coquelets progressent de 4 % par rapport à l'année 2016. La plupart des abattoirs voient leur activité progresser. La hausse se manifeste dans toutes les filières : standard, qualité, export. De janvier à novembre, le solde des

échanges de viande de poulet est négatif tous les mois dans la continuité des trois années précédentes. Les exportations baissent de 4 % (essentiellement vers l'Arabie Saoudite) tandis que les importations augmentent de 4 % depuis l'Union européenne (principalement la Pologne). Les abattages de dindes sont en repli de 7 % dans la région et de 6 % en France. En 2017, le volume régional abattu est au plus bas, en repli de 10 % par rapport à la moyenne quinquennale 2012-2016. Ce recul est notamment lié à l'arrêt cette année de l'abattage de dindes d'un important établissement. Le solde des échanges de viandes et préparations de

dinde est positif, avec une hausse de 7 % des volumes exportés (notamment vers l'Allemagne) et une hausse de 1 % des importations.

Les abattages régionaux de canards sont en léger recul en 2017. En canard à rôti, ils sont quasiment stables, comme en France, avec des évolutions assez contrastées selon les abattoirs. L'activité est en baisse notamment dans les établissements n'abattant que cette espèce et orientés majoritairement vers l'export. En canards gras, le volume régional abattu est inférieur de 3 % à celui (bas) de 2016 et de 10 % à la moyenne quinquennale. Les abattages régionaux

se sont notamment réduits dans les deux abattoirs appartenant à des entreprises du Sud-ouest impactées par le deuxième épisode de grippe aviaire.

En pintade, les abattages régionaux sont en repli de 6 % par rapport à une année 2016 particulièrement favorable, tout comme 2015. Le niveau d'abattage est le plus faible observé depuis dix ans. La région concentre les trois quarts des abattages nationaux.

L'indice des prix de l'aliment pour volailles est orienté à la baisse depuis mars pour la plupart des espèces ; l'indice des prix à la production pour l'ensemble des volailles est resté tous les mois de 2017 en repli de 5 % par rapport aux moyennes

quinquennales mensuelles, recul un peu plus marqué pour la dinde.

En 2017, les volumes d'achats des ménages sont en baisse sensible pour la dinde, la pintade et le canard. Ils sont

en léger repli pour le poulet, la progression en découpes ne compensant pas le net recul en poulet prêt-à-cuire. Seuls les achats en élaborés de volaille sont en hausse par rapport à 2016.

Le plan de filière proposé mi-décembre en volaille de chair répond à un triple enjeu : reconquérir le marché intérieur français en complétant la gamme déjà offerte avec une production de poulet compétitif en termes de prix et adapté aux exigences des marchés de la restauration et de l'industrie, accentuer la dynamique existante sur les productions Label Rouge et Bio pour en favoriser la vente en découpe et à l'export, conquérir de nouveaux marchés pour l'exportation. Pour répondre à ces enjeux, il convient parallèlement de répondre aux attentes sociétales (en matière de bien-être animal et d'éthique, de réduction des antibiotiques et de moindre impact environnemental), de prévenir et gérer les crises sanitaires, de valoriser et professionnaliser les métiers.

## Œufs : production en hausse

Sur les neuf premiers mois de 2017, la production totale d'œufs de consommation calculée par modèle est en hausse de près de 5 % par rapport à 2016.

Après avoir frôlé 2 €/kg courant novembre, et être resté à haut niveau en décembre, le cours des œufs destinés à l'industrie (ovoproduits) baisse nettement pour se retrouver à des prix revenant dans la norme en janvier. Celui des œufs destinés aux magasins (œufs coquille) reste soutenu, avec une moyenne de la cotation TNO à 12,44 €/100 œufs en décembre, en légère progression par

rapport à novembre. Sur l'année 2017, la cotation moyenne des œufs coquille a augmenté de 28 % par rapport à 2016, et l'indice des prix à la production de 37 %. En 2017, avec des prix en hausse de 5 %, les achats d'œufs par les ménages français sont en repli de 1,4 % en volume par rapport à 2016. La progression marquée des achats d'œufs biologiques et de plein air (+ 10 %) ne compense pas le repli constant de ceux d'œufs de poules élevées en cage.

Le plan de la filière œuf présenté par Comité national pour la promotion de l'œuf (CNPO) s'articule autour de quatre axes : répondre aux demandes des consommateurs et de la société tout en maintenant la souveraineté alimentaire et la compétitivité, améliorer les relations tout au long de la filière, développer la recherche et les innovations et poursuivre la conquête des marchés, améliorer les connaissances sur la production et la consommation d'œufs et d'ovoproduits.

## Cuniculiculture : production toujours à la peine

En 2017, les abattages de lapins sont en repli sensible en France (- 7 %). La baisse est similaire dans les trois abattoirs de Vendée et des Deux-Sèvres, et atteint 6 % par rapport à la moyenne quinquennale 2012-2016.

De façon saisonnière, l'indice des prix à la production du lapin est au plus haut en octobre et novembre, puis fléchit en décembre. Il reste à des niveaux supérieurs à ceux de 2016 et 2015. En 2017, les cotations du lapin entier standard France et du lapin vif départ élevage ont

été supérieures à celles de 2016. Depuis juillet 2016, l'indice de l'aliment pour lapins est quasiment stable. En 2017, les volumes d'achats cumulés

des ménages en lapin frais restent en repli de 3 % par rapport à l'année précédente. La baisse est similaire pour le lapin entier et en morceaux.

Le plan de la filière lapin 2018-2022 présenté par le Comité Lapin Interprofessionnel pour la Promotion des Produits (CLIPP) identifie quatre axes de travail : évolution de la gouvernance de la filière et amélioration des relations contractuelles avec la distribution, transformation du positionnement de la production sur les différents marchés, mise en œuvre d'une démarche de progrès qui tienne compte des attentes sociétales (biosécurité, pratiques d'élevage), orientation de la recherche et développement et des investissements d'avenir.

## Commerce extérieur régional : le solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires reste à bas niveau

Au troisième trimestre 2017, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élevaient à 4,16 milliards d'euros, niveau similaire à la moyenne des cinq années précédentes. Les exportations des produits agricoles et agroalimentaires représentent 864 M€, soit 21 % des exportations régionales. Le montant exporté reste en baisse de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale 2012-2016 ; le repli concerne à la fois les produits bruts et les produits transformés.

Les produits agricoles bruts recouvrent principalement les céréales, les fruits et légumes et les animaux vivants et produits de l'élevage. Les exportations des produits agricoles bruts s'élevaient à 185 M€, en repli de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Avec 671 M€, le montant des exportations des produits transformés baisse de 1 % par rapport à un troisième trimestre 2016 déjà bas. La progression des montants exportés dans le secteur des viandes et de la boulangerie-pâtisserie industrielle ne compense pas le recul sensible de l'export des boissons et des tourteaux végétaux.

De leur côté, les montants des importations évoluent peu. Le solde commercial des produits bruts et transformés régionaux reste, au troisième trimestre 2017, en repli d'un tiers par rapport à la moyenne quinquennale 2012-2016.

## Accords économiques CETA et MERCOSUR

L'accord économique et commercial global signé entre l'Union européenne et le Canada (CETA) est entré en application provisoire, dans sa quasi-totalité, le 21 septembre 2017, avant même qu'il ne soit ratifié par l'ensemble des parlements régionaux et nationaux de l'Union européenne (ratification en cours).

Dans le secteur des vins, cet accord démantèle les droits de douanes pour les vins tranquilles et réforme les monopoles provinciaux d'importation. Cela devrait favoriser les exportations de vins vers le Canada, quatrième destination d'exportation (en volume) pour le Muscadet derrière le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la Belgique. En un an, le marché canadien a progressé de 5 % en volume et de 10 % en valeur pour cette appellation.

En viande bovine, le CETA prévoit l'ouverture d'un contingent d'importation à droits de douanes nuls pour la viande de bœuf canadienne.

D'autres accords bilatéraux sont en négociation, notamment ceux discutés avec les pays membres du MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay...). Plusieurs filières sont jugées sensibles par les autorités européennes et françaises. C'est notamment le cas pour les filières bovine, éthanol, sucre, porcine, avicole et certaines céréales. Les discussions portent non seulement sur des propositions de contingents mais aussi sur des considérations sanitaires, de sécurité alimentaire, environnementales et de bien-être animal.

En matière de production bovine, filière jugée sensible, la région Pays de la Loire est leader avec près de 18 % des quantités nationales de viande bovine produites.

---

## Industries agroalimentaires

La production augmente de façon marquée en octobre et novembre puis se stabilise. Les prix des matières premières et produits finis sont globalement stables.

*Industries des viandes : la demande étrangère soutient l'activité et le marché. En novembre, le rebond de demande interne a entraîné une forte hausse de la production qui est revenue à un niveau habituel en décembre.*

*Industries de la boulangerie-pâtisserie et pâtes : la tendance sur le trimestre est à la croissance des fabrications. Les capacités productives sont presque saturées. Les prix des matières premières augmentent légèrement.*

Source Banque de France - enquêtes mensuelles - décembre 2017

### Le point du trimestre

Un appel à projets « Concours d'innovation pour une Alimentation Intelligente » est ouvert par FranceAgriMer pour les PME jusqu'au 13 mars 2018. Les projets doivent avoir pour objectif la création de nouveaux produits et ingrédients alimentaires ainsi que des services associés. Les documents constitutifs du dossier de demande sont disponibles en téléchargement sur le site de FranceAgriMer.

### Les entreprises - revue de presse -

Sources : AGRAalimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API d'octobre à décembre 2017

#### Loire-Atlantique

Le chiffre d'affaires consolidé de Tipiak s'établit à 82,1 M€ au premier semestre 2017, en retrait de 2,8% par rapport au premier semestre 2016. Dans un contexte de consommation toujours délicat, les deux pôles reculent : le sec de 1,1 % et le froid de 4,3 %. Mais la marque Tipiak en GMS, stimulée par la publicité et les actions promotionnelles ciblées, progresse de 3,8%.

Le groupe envisage pour l'année 2017 une croissance soutenue des ventes et la consolidation de ses résultats. Le développement de la marque Tipiak sera poursuivi et les partenariats avec les enseignes qualitatives seront renforcés. Le programme d'investissements destiné notamment à l'amélioration des performances industrielles sera maintenu.

Le Marché d'intérêt national (Min) de Nantes métropole devrait être livré en octobre 2018. Premier en taille après Rungis, le nouveau Min de Nantes va se déployer à Rezé au sud de l'agglomération sur 65 000 m<sup>2</sup> de bâtiments construits sur 19,4 hectares. Le budget est estimé à 148 M€ porté par Nantes métropole (138,5 M€) et l'Etat (9,5 M€). Le Min dessert tout l'Ouest de la France, de la Bretagne à la Charente-Maritime. Le nouveau Min devrait accueillir 150 entreprises, contre une centaine actuellement, représentant 1 200 emplois dans la distribution en gros de produits agricoles, alimentaires et horticoles. Il prendra place

au sein d'un pôle agroalimentaire de 35 hectares, un parc d'activités rassemblant des entreprises de la filière. L'ensemble, dont l'objectif est de dynamiser la filière et relier producteurs et consommateurs, représentera plus de 2 000 emplois début 2019.

Terrena, qui a racheté Doux en mai 2015, cherche des partenaires financiers et industriels pour réorienter l'activité de Doux (1 500 emplois directs, 5 000 indirects et 300 éleveurs partenaires). Doux, qui a perdu 35 M€ en 2016, ne parvient plus à faire face à la concurrence, notamment brésilienne. La transformation de son modèle économique passe d'une part par la délocalisation en Europe de la production des volailles entrée de gamme congelées et d'autre part par la diversification et la montée en gamme sur les produits fabriqués en France.

Terrena, deuxième groupe coopératif agricole français, a finalisé sa fusion avec deux autres coopératives, Terrena Poitou et la Coopérative des agriculteurs de Mayenne (Cam). Celle-ci sera effective au 1er janvier 2018. Les deux coopératives étaient déjà adhérentes à Terrena en tant que sections autonomes, depuis 2004 pour Terrena Poitou et 2015 pour la Cam. Terrena, dont le siège est à Ancenis, affichait en 2016 un chiffre d'affaires de 5,2 Md€ pour environ 16 000 salariés.

Océalliance vient d'investir 1,2 M€ dans la rénovation de Le Coz marée à Concarneau. Avec 550 salariés, 25 ateliers ré-

partis sur tout l'axe Atlantique, pour un chiffre d'affaires de 220 M€, Océalliance se présente comme le premier mareyeur français. Le groupe Océalliance est né en octobre 2015 de la fusion entre le girondin Mariteam et le finistérien Furic-Océalliance, puis de l'intégration en 2016 de la division mareyage du groupe Pomona.

Laïta annonce un investissement de 24 M€ à parts égales dans ses deux beurreries de Landerneau (Finistère) et Ancenis (Loire-Atlantique) pour sa marque Paysan Breton. Cet investissement programmé sur 5 à 6 ans porte sur l'optimisation des flux de la crème destinée à la fabrication de ses différents produits, la modernisation des équipements, mais aussi sur un plan de formation et de recrutement. Une vingtaine de postes seront ainsi créés d'ici 2022.

#### Maine-et-Loire

Biofournil, spécialiste du pain bio et reprise en 2015 par le groupe Cavac, a porté sa surface de 3 000 à 5 400 m<sup>2</sup> à Montreault-sur-Èvre. Cet agrandissement permet de gagner de nouvelles surfaces de stockage de produits finis, de revoir l'organisation de l'usine, d'ajouter de nouveaux matériels pour renforcer la production des pains à hamburger, de dégager des capacités industrielles sur les pains pré-cuits et d'internaliser la surgélation. Un nouvel outil de gestion équipera Biofournil et Bio-porc, autre filiale du groupe. Les forces de vente des deux sociétés ont été paral-

lèlement unifiées. Biofournil, qui emploie 85 salariés, a réalisé un chiffre d'affaires de 12,9 M€ sur l'exercice 2016/2017, en croissance de 15 %, l'entreprise progressant sur tous ses marchés dont la GMS (63%), les magasins bio (25%), la restauration hors foyer et l'export (8%).

Le Moulin d'Andrezé est l'un des six moulins d'Evelia, la filiale meunerie de la coopérative Terrena, numéro cinq français de la farine panifiable. Cette usine de 46 salariés écrase chaque jour 350 tonnes de blé tendre pour en extraire 280 tonnes de farine. Elle livre les artisans boulangers (marques Festivale, La Nouvelle agriculture et L'Ami du village), les grandes surfaces (marque La Soleillanne) et les industries agroalimentaires (notamment Lu, BN, Barilla, Sodebo et brioches Pasquier).

Le groupe Ackerman adopte deux portefeuilles de marques distincts afin de clarifier son offre. Le premier, « Meilleurs terroirs », s'adresse en premier lieu aux circuits prescripteurs. Le second, « Esprit de Loire », cible la grande distribution. Filiale du groupe Terrena, Ackerman regroupe onze domaines, châteaux et marques soit près de 250 salariés pour un chiffre d'affaires de 80 M€. La société exploite en propre 450 ha de vignobles, détient un centre de R&D, deux sites vinotouristiques accueillant près de 60 000 visiteurs par an, et un outil industriel pour la vinification et l'embouteillage.

## Mayenne

La chocolaterie Réauté, rachetée par le groupe Buton basé à Pornic en 2015 alors qu'elle était placée en procédure de sauvegarde, investit dans un partenariat avec le skipper Armel Tripon. Le groupe dispose de deux sites de fabrication, le chocolat à Azé et les biscuits à Château-Gontier et de 56 magasins dont la moitié en propre. Il emploie 150 salariés permanents et jusqu'à 300 en période haute. Cet investissement intervient en même temps que la reprise du développement du réseau de points de vente en France et le développement des gammes. Réauté, qui communique un chiffre d'affaires consolidé (incluant les franchisés) de 30 M€ en 2016, table sur un nouvel exercice en croissance en 2017, malgré les investissements engagés.

Le groupe Lactalis cherche à acquérir pour 600 M\$ le Brésilien Itambé alimentos, dans une opération visant à créer « le leader national des produits laitiers ». L'opé-

ration devrait être conclue au premier semestre 2018, à condition qu'elle soit approuvée par les autorités régissant ce type de transactions. Lactalis est présent sur le marché brésilien depuis 2011, avec des marques comme Batavo ou Elege.

## Sarthe

LDC a vu son chiffre d'affaires augmenter de 6,7 % à 1,85 Md€ au premier semestre de l'exercice 2016-2017, toutes les activités étant en croissance. Le bénéfice net, de 68,5 M€, est en hausse de 7,7 %. La demande a été plus forte sur les produits d'origine France de la part des industriels et de la restauration hors foyer. Le groupe a prévu d'investir 200 M€ lors de cet exercice et compte encore étendre ses ventes à l'export (149,4 M€ sur le semestre, soit +12,1 %).

La transmission familiale pour la charcuterie Cosme du Mans s'organise. Connue pour ses rillettes, la charcuterie Cosme va réaliser un chiffre d'affaires de 26 M€ en 2017 (+1,5% par rapport à 2016) avec 160 salariés. Elle travaille en direct avec 40 éleveurs sarthois de porcs sur paille élevés aux céréales et oméga 3, intégrant toute la chaîne, du désossage des carcasses jusqu'à la livraison en magasins. Les ventes de la charcuterie sont réalisées à 60 % dans le département et à 95 % dans un périmètre de 100 km autour de l'entreprise. Les dirigeants mènent une réflexion avec le groupe Agrial qui détient 34 % des parts de la société pour reprendre leur indépendance. Ils vont également engager 1,7 M€ de travaux de réaménagements et préparent une gamme de produit en bocaux qui pourrait être commercialisée à distance.

## Sarthe et Mayenne

Bel, troisième groupe fromager mondial, a signé avec ses producteurs un accord sur le prix du lait pour 2018. L'industriel garantit un prix de base moyen de 350€, en hausse de 10 % par rapport à 2017. S'ajoute une prime de qualité (21€ les 1000 litres) pour les éleveurs qui s'engagent à nourrir leurs vaches sans OGM et avec plus de pâturage. Le groupe Bel revisite l'ensemble de son portefeuille de marques dans le sens de la naturalité (moins de sel, suppression des additifs) et du développement durable (bio, pâturage et sans OGM).

## Vendée

Le groupe Gendreau va investir près de 6 M€ à Saint-Gilles Croix-de-Vie à travers deux chantiers. L'un porte sur la construction d'une nouvelle plate-forme logistique commune à la conserverie Gendreau et à sa société sœur Vif, spécialisée dans les salades appertisées. S'étendant sur plus de 4 000 m<sup>2</sup> pour une capacité de 7 000 palettes, cet outil entrera en service en juin 2018 sur le site de Vif (150 salariés, 32 M€ de CA en 2016). L'autre chantier porte sur une refonte complète de l'atelier de reconditionnement et une réorganisation des flux. En dépit d'un exercice 2016 solide, Vif opère sur un marché peu porteur au contraire du snacking salade qui ne cesse de se développer. Le dirigeant, Philippe Gendreau, réfléchit à des projets de diversification. De son côté, la conserverie (300 salariés, 60 M€ de CA en 2016) intervient sur un marché en développement d'environ 2 % par an.

Fleury Michon souhaite créer une filière « bio porc excellence ». L'industriel paierait trois fois plus des éleveurs qui se convertiraient au bio. Il encouragerait la construction de bâtiments à proximité de ses usines et lance un appel auprès de confrères industriels qui souhaiteraient développer cette offre. Pour l'ensemble de la charcuterie, le secteur bio représente 3 % des volumes et 4 % de la valeur de Fleury-Michon. Les gammes bio, sans OGM et sans antibiotiques lancées il y a deux ans et les produits Label Rouge représentent presque 30 % de l'activité. C'est le segment qui croît le plus.

Bioporc lance « Aim & Bio », marque destinée à porter ses nouveaux produits traiteur, à commencer par une gamme de 5 salades fraîcheur bio. La société entend se distinguer par des matières premières bio d'origine française et même locales. Ces innovations s'ajoutent à une série de références récentes dans la charcuterie cuite, cœur de métier de Bioporc. Bioporc atteint un chiffre d'affaires de 20,4 M€ à fin juin 2017 contre 17,5 M€ sur l'exercice précédent. L'activité se répartit entre la charcuterie cuite (60 %), la découpe et l'élaboré cru (30 %), la charcuterie sèche et les conserves de viande.

Adossée au groupe Delpeyrat, la coopérative Val de Sèvre, spécialisée dans la production de palmipèdes gras, a vu sa production baisser de 6 % par rapport à 2016 en raison du manque de canetons en provenance du sud-ouest. En 2017,



---

ses 151 prégaveurs et gaveurs ont produit 2,2 millions de canards gras. Afin de respecter les mesures de biosécurité face à la grippe aviaire qui imposent, pour le lot d'hiver, une densité de canards deux fois inférieure à la densité habituelle, Val de Sèvre veut mettre en place une vingtaine de nouveaux bâtiments, par recrutement de nouveaux producteurs ou par agrandissement des élevages. Val de Sèvre a réamorcé ses livraisons vers le Japon et porte un projet de station de méthanisation. Le groupe Planchot simplifie son offre pour ses 10 points de vente en boulangerie, sa chocolaterie et ses deux points de vente traiteur. Les marques Tresse dorée,

Planchot chocolatier et Espace gourmets seront désormais regroupées sous l'appellation Maison Planchot. L'entreprise basée aux Herbiers compte 160 salariés et réalise 12 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Le groupe Cavac (1 350 salariés) publie un résultat net consolidé de 5,6 M€ sur l'exercice 2016-2017 clos en juin, contre 4,9 M€ sur l'exercice précédent, soit une hausse de 15 %. Le chiffre d'affaires est quant à lui en recul de 11 % à 896 M€ dont 668 M€ pour la partie coopérative. La baisse des volumes et des prix des céréales collectées en 2016 explique ce tassement en

partie compensé par la forte progression des activités du pôle agro-industriel (Bio-porc, Biofournil, Olvac, Cavac biomatériaux...), en croissance à deux chiffres, ce qui valide le bien fondé des diversifications du groupe. Le groupe, qui a investi 17 M€ sur l'exercice passé, programme 23 M€ sur 2017-2018. Parmi ses principaux projets figurent l'agrandissement du silo d'Aizenay de 10000 à 40000 tonnes pour un coût de 7 millions d'euros, des investissements sur l'usine de nutrition animale de Fougeré (85) et de 4,5 M€ dans les capacités de stockage et d'ensachage de légumes secs de l'usine de tri de Mouilleron-le-Captif.

## **Liste des documents en annexe**

Cotations des céréales et oléo-protéagineux

Cotations fruits et légumes

Cotation régionale FranceAgriMer des jeunes bovins

Cotation régionale FranceAgriMer des vaches

Abattages des gros bovins dans les Pays de la Loire

Abattages et cotations des veaux

Livraisons de lait et prix du lait

Abattages et cotations des porcs

Abattages et cotations des ovins

Abattages et cotations des poulets

Abattages et cotations des dindes

Abattages et cotations des canards

Abattages et cotations des pintades

Abattages ensemble des volailles

Cotations des oeufs

Abattages et cotations des lapins

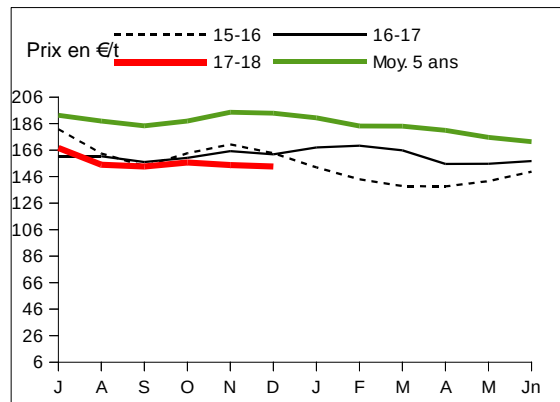
# COTATION DES CEREALES ET OLEO-PROTEAGINEUX



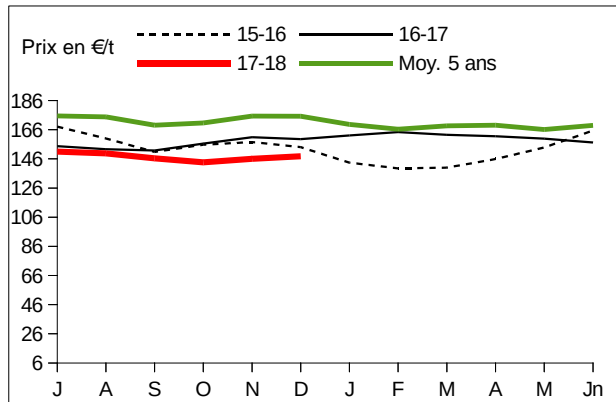
en €/t	Campagne	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Moy.
<b>BLE TENDRE</b> Rendu Rouen	12-13	252,20	260,13	260,50	258,00	265,75	253,73	247,50	239,25	236,13	237,70	230,75	206,25	245,66
	13-14	189,70	184,25	185,13	194,20	199,00	203,00	192,00	188,88	201,13	201,30	189,50	180,67	192,40
	14-15	176,40	171,00	165,00	163,75	172,88	186,00	191,50	179,50	178,80	171,75	159,50	167,50	173,63
	15-16	181,83	163,50	154,00	163,63	170,38	163,67	153,00	144,00	138,90	138,63	142,60	149,75	155,32
	16-17	161,38	161,40	157,00	160,25	165,25	162,88	168,00	169,33	165,88	155,63	155,80	157,75	161,71
	Moy. 5 ans	192,30	188,06	184,33	187,97	194,65	193,86	190,40	184,19	184,17	181,00	175,63	172,38	185,74
	17-18	167,75	155,00	153,75	156,70	154,75	153,67							156,94
<b>ORGE DE MOUTURE</b> Rendu Rouen	12-13	231,67	238,25	236,00	234,40	242,75	230,00	222,63	214,25	209,50	209,25	197,00		224,15
	13-14	176,80	172,38	175,25	177,60	177,00	176,00	166,50	167,67					173,65
	14-15	152,25	150,06	143,00	155,20	164,25	171,00	174,75	169,75	172,75	173,13			162,61
	15-16	177,75	158,83	150,00	158,50	157,50	154,33	142,88	135,75	134,10	134,88	134,30	133,83	147,72
	16-17	136,00	137,00	130,40	130,75	135,33	135,50	142,00	144,25	140,00	136,63		141,63	137,23
	Moy. 5 ans	174,89	171,30	166,93	171,29	175,37	173,37	169,75	166,33	164,09	163,47			169,68
	17-18	143,17	140,75	148,25	151,13	149,00	146,50							146,47
<b>MAIS</b> Rendu Bordeaux	12-13	225,83	251,25	244,25	237,40	248,75	242,33	230,88	217,88	218,13	211,75	210,00	212,50	229,25
	13-14	170,20	163,63	166,63	169,60	169,38	171,00	165,00	165,63	173,25	177,20	165,63	161,00	168,18
	14-15	158,38	146,50	132,25	134,20	140,50	149,50	146,75	144,38	149,00	148,90	141,17	148,75	145,02
	15-16	168,13	160,00	150,75	155,70	157,50	154,00	143,38	139,50	140,00	145,88	153,83	165,40	152,84
	16-17	154,67	152,67	151,70	156,50	160,83	159,50	162,00	164,38	162,50	161,50	159,83	157,20	158,61
	Moy. 5 ans	175,44	174,81	169,12	170,68	175,39	175,27	169,60	166,35	168,58	169,05	166,09	168,97	170,78
	17-18	151,00	149,75	146,38	143,63	146,00	147,75							147,42
<b>COLZA</b> Rendu Rouen	12-13		503,25	501,50	476,25	475,40	469,67	469,50	471,25	467,38	455,00	441,25		472,72
	13-14	373,40	365,25	368,75	370,40	378,25	372,67	360,17	386,00	405,75	399,10	373,13	351,38	375,35
	14-15	320,38	314,00	310,63	320,40	330,50	340,00	348,25	357,00	369,25	373,60	371,33	379,67	344,58
	15-16	386,13	370,00	364,88	376,80	377,88	371,17	353,50	342,25	341,60	357,00	358,00	356,50	362,98
	16-17	350,67	363,67	374,00	385,75	393,67	408,83	414,38	418,00	406,30	394,50	375,50	355,60	386,74
	Moy. 5 ans	357,65	395,72	396,75	394,37	397,73	395,35	394,88	401,65	410,65	416,97	405,41	399,76	397,24
	17-18	356,50	358,88	357,63	357,25	366,20	352,50							358,16

Source : FranceAgriMer, La Dépêche agricole et commerciale

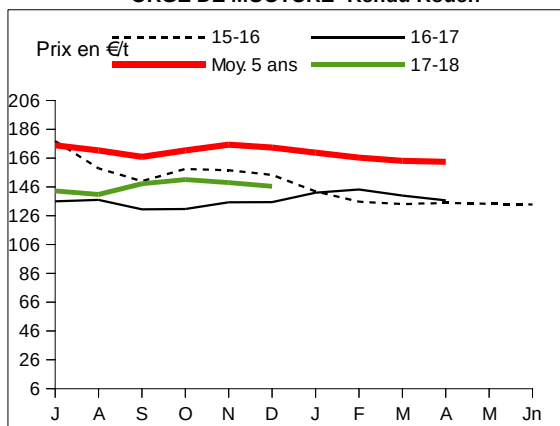
**BLE TENDRE -Rendu Rouen-**



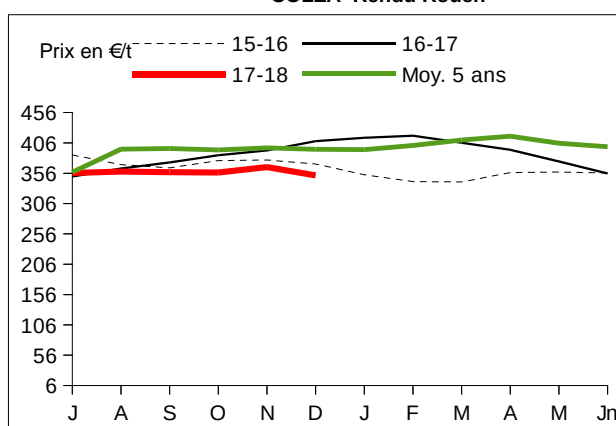
**MAIS -Rendu Bordeaux-**



**ORGE DE MOUTURE -Rendu Rouen-**



**COLZA -Rendu Rouen-**

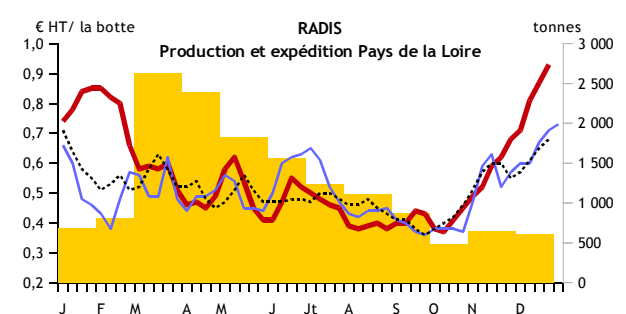
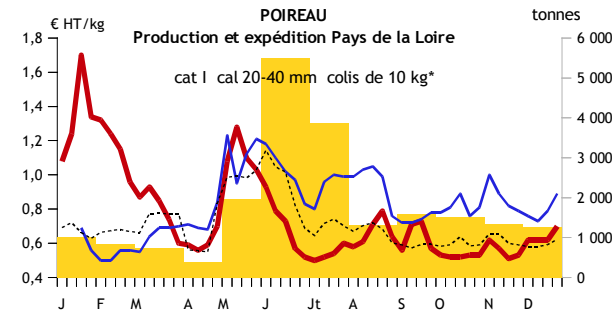
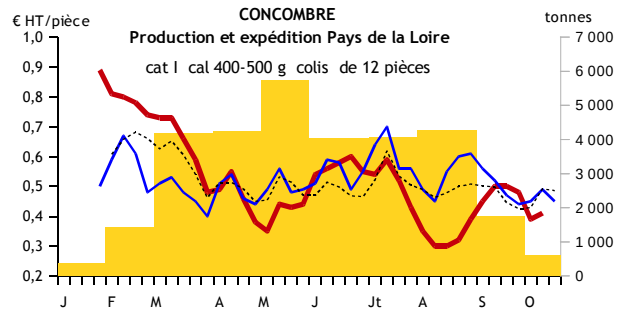
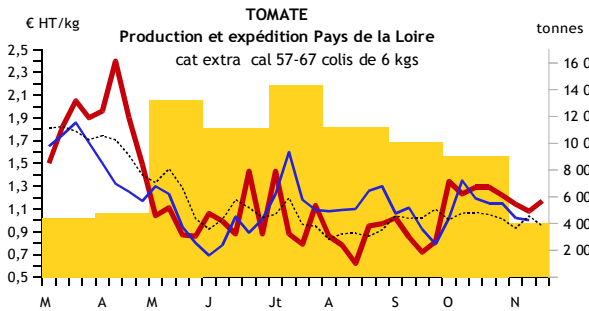


# PRODUCTIONS ET COTATIONS DES FRUITS ET LEGUMES

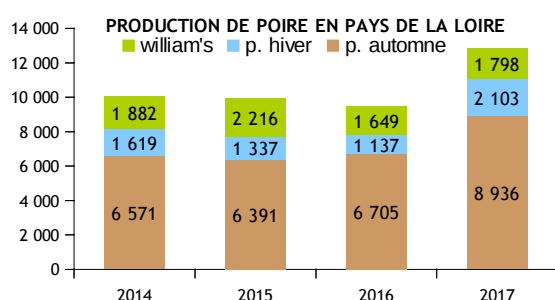
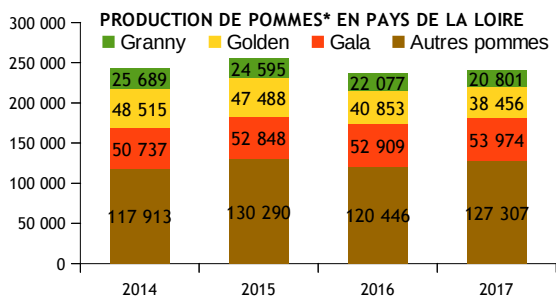
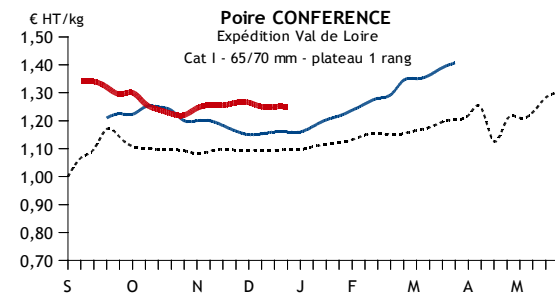
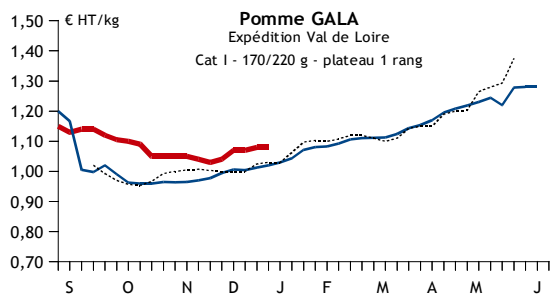
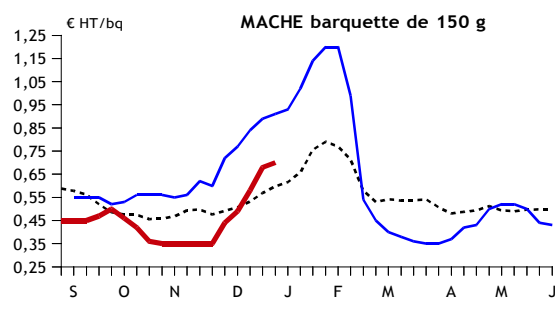
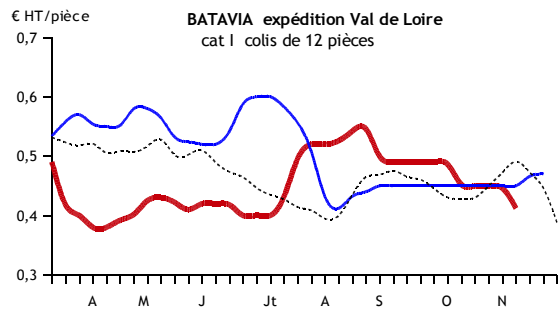
source des cotations : RNM-FranceAgriMer

source de la production : enquête SSP-SRISE prévisions de production

■ Production mensuelle Pays de la Loire     — Cotation hebdomadaire 2017 ou 2017-2018  
— Cotation hebdomadaire 2016 ou 2016-2017     - - - - - Moyenne hebdomadaire quinquennale



\*cat II primeur de semis semaine 18 jusqu'à fin de sem. 21



\* hors pommes à cidre

hiver : Angelys et autres poires d'hiver

automne : Conférence, Comice et autres poires d'automne

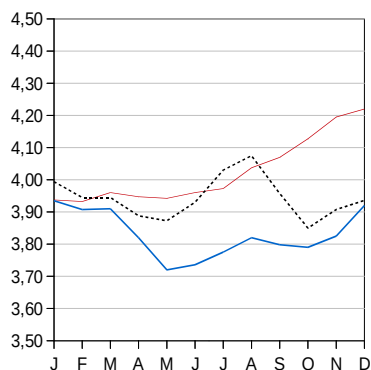
## COTATION DES JEUNES BOVINS (en €/Kg net)



Moyennes mensuelles

----- 2015    ——— 2016    ——— 2017

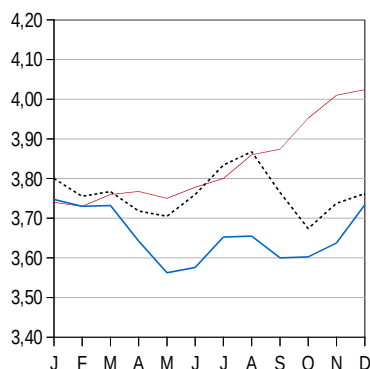
	<b>Viande U Grand Ouest</b>		
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N
Janvier	3,99	3,94	3,94
Février	3,95	3,91	3,93
Mars	3,95	3,91	3,96
Avril	3,89	3,82	3,95
Mai	3,87	3,72	3,94
Juin	3,93	3,74	3,96
Juillet	4,03	3,78	3,97
Août	4,08	3,82	4,04
Septembre	3,96	3,80	4,07
Octobre	3,85	3,79	4,13
Novembre	3,91	3,83	4,20
Décembre	3,94	3,92	4,22



Source : FranceAgriMer

**3,94      3,83      4,03** Moyenne annuelle

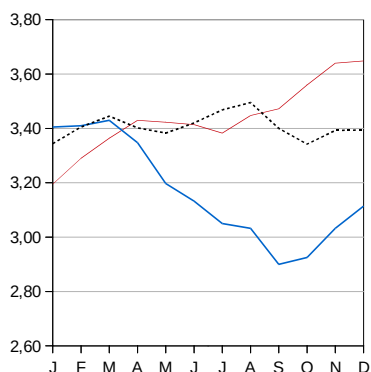
	<b>Viande R Grand Ouest</b>		
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N
Janvier	3,80	3,75	3,74
Février	3,76	3,73	3,73
Mars	3,77	3,73	3,76
Avril	3,72	3,64	3,77
Mai	3,71	3,56	3,75
Juin	3,76	3,58	3,78
Juillet	3,83	3,65	3,80
Août	3,87	3,66	3,86
Septembre	3,77	3,60	3,87
Octobre	3,67	3,60	3,95
Novembre	3,74	3,64	4,01
Décembre	3,76	3,73	4,02



Source : FranceAgriMer

**3,76      3,66      3,84** Moyenne annuelle

	<b>Mixte O Grand Ouest</b>		
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N
Janvier	3,34	3,41	3,20
Février	3,41	3,41	3,29
Mars	3,45	3,43	3,36
Avril	3,40	3,35	3,43
Mai	3,38	3,20	3,42
Juin	3,42	3,13	3,41
Juillet	3,47	3,05	3,38
Août	3,50	3,03	3,45
Septembre	3,40	2,90	3,47
Octobre	3,34	2,93	3,56
Novembre	3,39	3,03	3,64
Décembre	3,39	3,11	3,65



Source : FranceAgriMer

**3,41      3,16      3,44** Moyenne annuelle

## COTATION DES VACHES

(en €/Kg net)

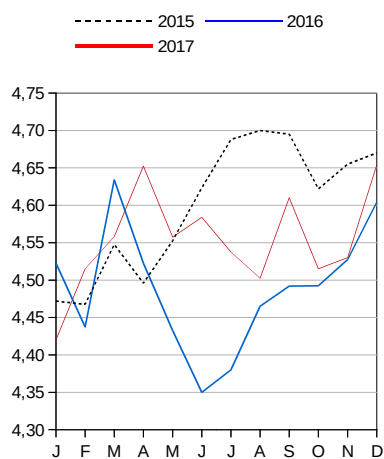


Moyennes mensuelles

	Viande U Grand Ouest		
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N
Janvier	4,47	4,52	4,42
Février	4,47	4,44	4,52
Mars	4,55	4,63	4,56
Avril	4,50	4,52	4,65
Mai	4,55	4,43	4,56
Juin	4,62	4,35	4,58
Juillet	4,69	4,38	4,54
Août	4,70	4,47	4,50
Septembre	4,70	4,49	4,61
Octobre	4,62	4,49	4,52
Novembre	4,66	4,53	4,53
Décembre	4,67	4,60	4,65

Source : FranceAgriMer

4,60 4,49 4,55 Moyenne annuelle



	Viande R Grand Ouest		
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N
Janvier	3,92	3,79	3,75
Février	3,91	3,77	3,78
Mars	3,95	3,79	3,86
Avril	3,94	3,73	3,88
Mai	3,93	3,70	3,92
Juin	3,95	3,67	3,92
Juillet	4,08	3,68	3,86
Août	4,14	3,67	3,86
Septembre	4,03	3,65	3,85
Octobre	3,96	3,70	3,83
Novembre	3,91	3,74	3,79
Décembre	3,81	3,74	3,72

Source : FranceAgriMer

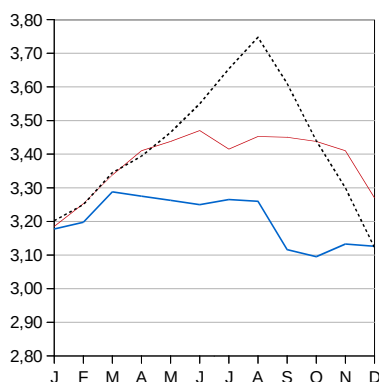
3,96 3,72 3,84 moyenne annuelle



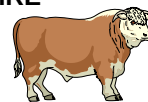
	Mixte O Grand Ouest		
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N
Janvier	3,20	3,18	3,19
Février	3,25	3,20	3,25
Mars	3,35	3,29	3,34
Avril	3,39	3,28	3,41
Mai	3,47	3,26	3,44
Juin	3,55	3,25	3,47
Juillet	3,65	3,27	3,42
Août	3,75	3,26	3,45
Septembre	3,61	3,12	3,45
Octobre	3,44	3,10	3,44
Novembre	3,30	3,13	3,41
Décembre	3,12	3,13	3,27

Source : FranceAgriMer

3,42 3,20 3,38 moyenne annuelle



## ABATTAGES DE GROS BOVINS DANS LES PAYS DE LA LOIRE



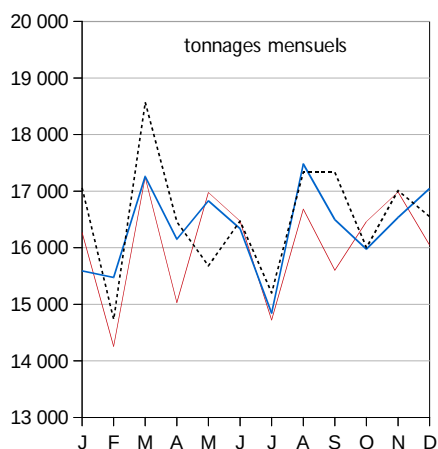
----- 2015  
 ——— 2016  
 ——— 2017

### Ensemble gros bovins

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	17 058	15 591	16 268	+4,3%
Février	31 791	31 065	30 523	-1,7%
Mars	50 363	48 325	47 767	-1,2%
Avril	66 820	64 474	62 798	-2,6%
Mai	82 500	81 304	79 773	-1,9%
Juin	98 971	97 641	96 243	-1,4%
Juillet	114 175	112 482	110 963	-1,4%
Août	131 507	129 962	127 647	-1,8%
Septembre	148 840	146 459	143 248	-2,2%
Octobre	164 842	162 433	159 710	-1,7%
Novembre	181 851	178 970	176 695	-1,3%
Décembre	198 402	196 017	192 739	-1,7%

Source : Agreste

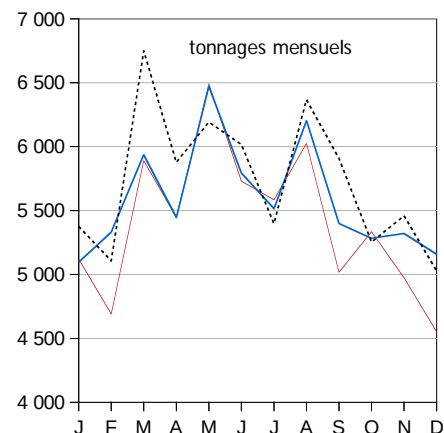


### Bovins mâles (8 à 24 mois)

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	5 376	5 096	5 120	+0,5%
Février	10 483	10 427	9 810	-5,9%
Mars	17 232	16 364	15 700	-4,1%
Avril	23 109	21 810	21 148	-3,0%
Mai	29 301	28 281	27 638	-2,3%
Juin	35 318	34 075	33 368	-2,1%
Juillet	40 716	39 590	38 951	-1,6%
Août	47 082	45 792	44 977	-1,8%
Septembre	52 990	51 190	49 995	-2,3%
Octobre	58 244	56 472	55 331	-2,0%
Novembre	63 703	61 793	60 306	-2,4%
Décembre	68 731	66 950	64 857	-3,1%

Source : Agreste

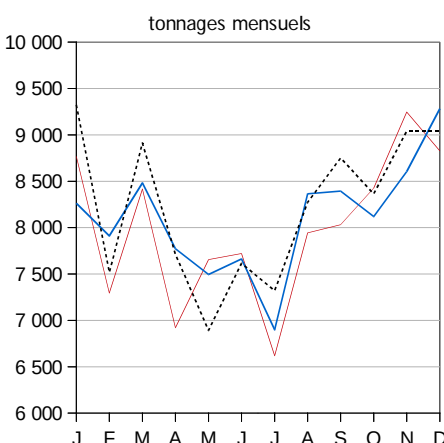


### Ensemble vaches

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	9 323	8 262	8 768	+6,1%
Février	16 839	16 172	16 062	-0,7%
Mars	25 750	24 653	24 478	-0,7%
Avril	33 462	32 425	31 398	-3,2%
Mai	40 355	39 919	39 054	-2,2%
Juin	47 969	47 580	46 774	-1,7%
Juillet	55 289	54 480	53 392	-2,0%
Août	63 562	62 844	61 335	-2,4%
Septembre	72 313	71 238	69 367	-2,6%
Octobre	80 677	79 358	77 795	-2,0%
Novembre	89 717	87 962	87 042	-1,0%
Décembre	98 758	97 244	95 868	-1,4%

Source : Agreste



### AVERTISSEMENT ABATTAGES BOVINS

Afin d'alléger la charge statistique des abattoirs, il a été décidé de substituer aux données bovines de l'enquête mensuelle gros animaux les données issues de la BDNI bovine (Base de Données Nationale de l'identification). Cette substitution permettra par ailleurs de faire disparaître les quelques divergences observées entre les deux sources, en particulier celles relatives à la répartition vaches/génisses, et de pouvoir distinguer les vaches laitières des vaches allaitantes.

De façon à pouvoir disposer d'un recul sur plusieurs années, les données 2012 à début 2017 ont été calculées à partir de la source BDNI. Des écarts avec les valeurs précédemment diffusées, issues des déclarations des abattoirs, sont donc possibles.

## ABATTAGES ET COTATION DES VEAUX



### Abattages de veaux (≤ 8 mois)

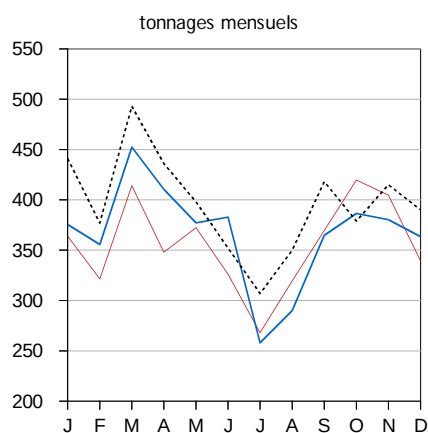
#### dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	441	376	364	-3,1%
Février	818	731	685	-6,3%
Mars	1 311	1 184	1 099	-7,1%
Avril	1 747	1 594	1 447	-9,2%
Mai	2 145	1 971	1 820	-7,7%
Juin	2 497	2 354	2 146	-8,9%
Juillet	2 804	2 612	2 414	-7,6%
Août	3 154	2 902	2 733	-5,8%
Septembre	3 572	3 267	3 103	-5,0%
Octobre	3 951	3 653	3 522	-3,6%
Novembre	4 366	4 034	3 927	-2,6%
Décembre	4 756	4 397	4 266	-3,0%

Source : Agreste

----- 2015    ——— 2016    ——— 2017



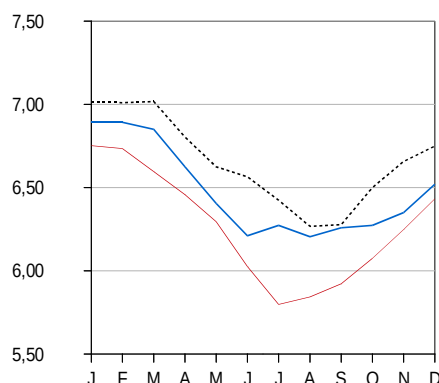
### Cotation veaux de boucherie

#### Rosé clair R

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	7,02	6,89	6,75	-2,0%
Février	7,01	6,89	6,74	-2,3%
Mars	7,02	6,85	6,60	-3,7%
Avril	6,80	6,63	6,46	-2,5%
Mai	6,63	6,41	6,30	-1,7%
Juin	6,57	6,21	6,03	-3,0%
Juillet	6,42	6,27	5,80	-7,6%
Août	6,27	6,21	5,84	-5,8%
Septembre	6,28	6,26	5,92	-5,4%
Octobre	6,50	6,27	6,08	-3,1%
Novembre	6,66	6,35	6,25	-1,6%
Décembre	6,75	6,52	6,43	-1,3%

Source: FranceAgriMer - Cotation régionale



### Cotation bovins maigres

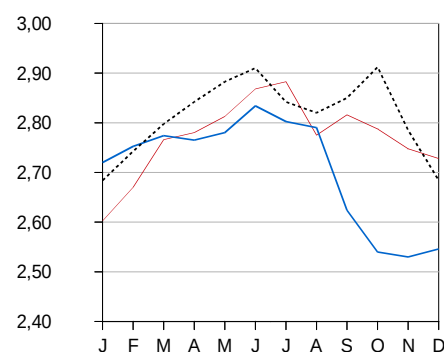
#### Charolais mâle 6/12 mois (U)

Moyennes mensuelles €/Kg vif

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	2,68	2,72	2,60	-4,3%
Février	2,74	2,75	2,67	-3,0%
Mars	2,80	2,77	2,77	-0,3%
Avril	2,84	2,77	2,78	+0,5%
Mai	2,88	2,78	2,81	+1,2%
Juin	2,91	2,83	2,87	+1,2%
Juillet	2,84	2,80	2,88	+2,9%
Août	2,82	2,79	2,78	-0,5%
Septembre	2,85	2,62	2,82	+7,3%
Octobre	2,91	2,54	2,79	+9,7%
Novembre	2,79	2,53	2,75	+8,6%
Décembre	2,68	2,55	2,73	+7,1%

Source: FranceAgriMer - Moyenne nationale

**2,81      2,70      2,77**



### AVERTISSEMENT ABATTAGES BOVINS

Afin d'alléger la charge statistique des abattoirs, il a été décidé de substituer aux données bovines de l'enquête mensuelle gros animaux les données issues de la BDNI bovine (Base de Données Nationale de l'identification). Cette substitution permettra par ailleurs de faire disparaître les quelques divergences observées entre les deux sources, en particulier celles relatives à la répartition vaches/génisses, et de pouvoir distinguer les vaches laitières des vaches allaitantes.

De façon à pouvoir disposer d'un recul sur plusieurs années, les données 2012 à début 2017 ont été calculées à partir de la source BDNI. Des écarts avec les valeurs précédemment diffusées, issues des déclarations des abattoirs, sont donc possibles.



## LIVRAISONS DE LAIT ET PRIX DU LAIT

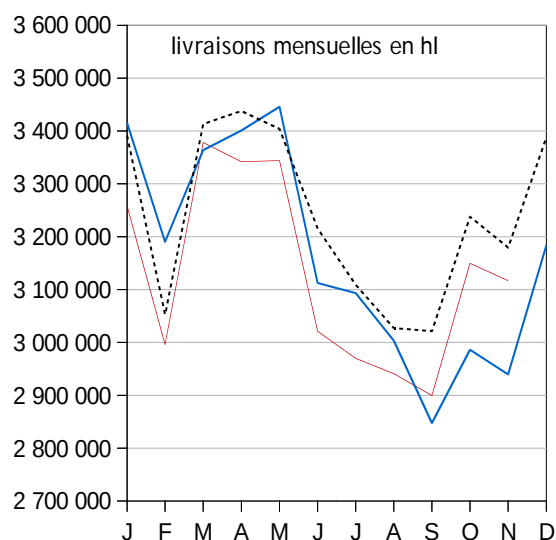


— 2017      — 2016  
- - - - - 2015

### Livraisons de lait des producteurs de la région des Pays de la Loire, par campagne laitière

Livraisons cumulées en hectolitres

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	3 391 467	3 415 047	3 258 135	-4,6%
Février	6 444 018	6 605 523	6 254 144	-5,3%
Mars	9 857 219	9 969 218	9 632 480	-3%
Avril	13 294 975	13 370 091	12 974 296	-3%
Mai	16 698 739	16 815 786	16 318 314	-3%
Juin	19 914 459	19 928 289	19 339 640	-3%
Juillet	23 023 424	23 021 496	22 309 354	-3%
Août	26 050 505	26 024 811	25 250 358	-3%
Septembre	29 071 912	28 872 239	28 149 738	-3%
Octobre	32 309 724	31 858 268	31 299 443	-2%
Novembre	35 489 186	34 797 964	34 416 366	-1%
Décembre	38 876 505	37 981 533		



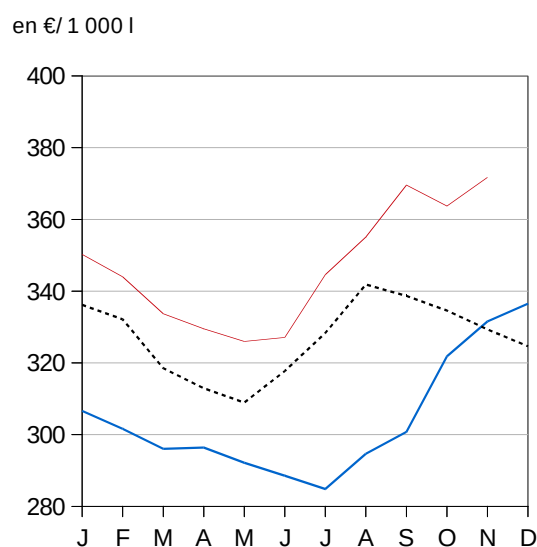
Source : Agreste - Situation mensuelle laitière avant 2014

Enquête Mensuelle Laitière de FranceAgriMer à partir de 2014

En euros/1000 litres primes comprises, retenues et taxes déduites

### Prix du lait dans la région des Pays de la Loire

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	336	307	350	14%
Février	332	302	344	14%
Mars	319	296	334	13%
Avril	313	296	330	11%
Mai	309	292	326	12%
Juin	318	289	327	13%
Juillet	328	285	345	21%
Août	342	295	355	21%
Septembre	339	301	370	23%
Octobre	335	322	364	13%
Novembre	329	332	372	12%
Décembre	325	337		



Source : Agreste - Situation mensuelle laitière avant 2014

Enquête Mensuelle Laitière de FranceAgriMer à partir de 2014

## ABATTAGES ET COTATION DES PORCS



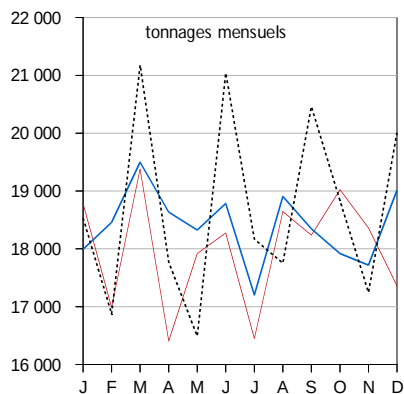
### Abattages de porcs dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	18 533	17 993	18 779	+4,4%
Février	35 406	36 449	35 767	-1,9%
Mars	56 584	55 948	55 145	-1,4%
Avril	74 356	74 583	71 551	-4,1%
Mai	90 846	92 906	89 468	-3,7%
Juin	111 886	111 691	107 743	-3,5%
Juillet	130 055	128 895	124 193	-3,6%
Août	147 808	147 800	142 837	-3,4%
Septembre	168 268	166 146	161 072	-3,1%
Octobre	187 106	184 065	180 096	-2,2%
Novembre	204 351	201 783	198 457	-1,6%
Décembre	224 362	220 798	215 818	-2,3%

Source : Agreste

----- 2015    ——— 2016    ——— 2017



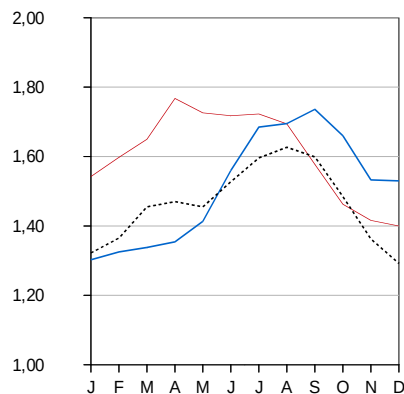
### Cotation régionale des porcs charcutiers

Classe S (TMP ≥ 60 %)

Moyennes mensuelles €/Kg de carcasse

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	1,32	1,30	1,54	+18,4%
Février	1,37	1,33	1,60	+20,6%
Mars	1,46	1,34	1,65	+23,3%
Avril	1,47	1,35	1,77	+30,5%
Mai	1,46	1,41	1,73	+22,1%
Juin	1,53	1,56	1,72	+10,1%
Juillet	1,60	1,69	1,72	+2,2%
Août	1,63	1,70	1,69	-0,1%
Septembre	1,60	1,74	1,58	-9,1%
Octobre	1,48	1,66	1,46	-11,9%
Novembre	1,36	1,53	1,42	-7,6%
Décembre	1,29	1,53	1,40	-8,5%

Source: FranceAgriMer - Cotation régionale



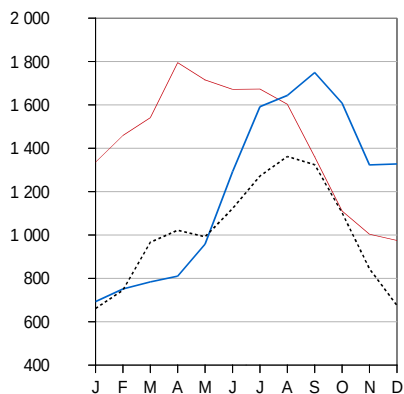
### Nouvel indicateur IFIP - Institut du porc

Élevage Naisseur-Engraisseur Indice mensuel basé sur la marge brute d'autofinancement

en €/truite/an

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	661	693	1336	+92,8%
Février	746	751	1459	+94,3%
Mars	967	784	1541	+96,6%
Avril	1 022	810	1795	+121,6%
Mai	992	958	1715	+79,0%
Juin	1 122	1 292	1672	+29,4%
Juillet	1 272	1 592	1673	+5,1%
Août	1 362	1 644	1603	-2,5%
Septembre	1 324	1 749	1360	-22,2%
Octobre	1 102	1 608	1111	-30,9%
Novembre	844	1 323	1004	-24,1%
Décembre	675	1 328	975	-26,6%

Source: FranceAgriMer - Moyenne nationale



# ABATTAGES ET COTATION DES OVINS

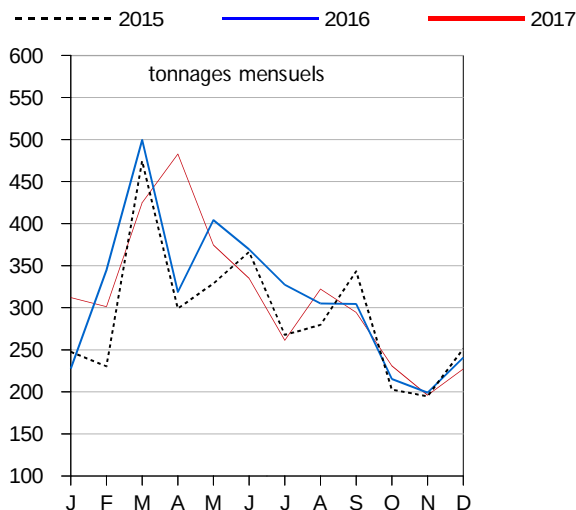


## Abattages des ovins dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	248	228	312	+37,1%
Février	478	573	613	+7,1%
Mars	952	1 072	1 038	-3,2%
Avril	1 251	1 391	1 521	+9,4%
Mai	1 580	1 795	1 896	+5,6%
Juin	1 947	2 165	2 231	+3,1%
Juillet	2 214	2 492	2 492	+0,0%
Août	2 494	2 797	2 814	+0,6%
Septembre	2 838	3 101	3 109	+0,2%
Octobre	3 040	3 317	3 340	+0,7%
Novembre	3 235	3 516	3 536	+0,6%
Décembre	3 486	3 757	3 763	+0,2%

Source : Agreste

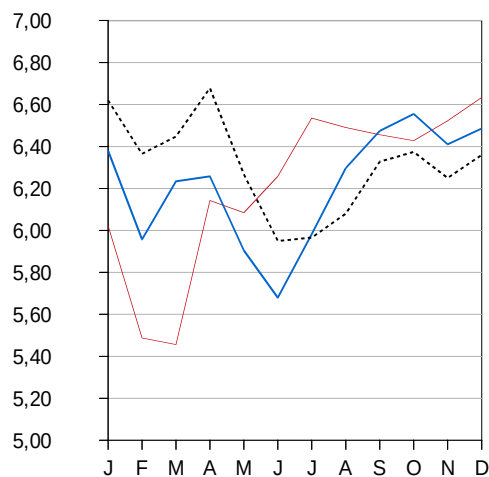


## Cotation agneaux de boucherie

Moyennes mensuelles

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	6,62	6,38	6,02	-5,6%
Février	6,37	5,96	5,49	-7,9%
Mars	6,45	6,23	5,46	-12,5%
Avril	6,68	6,26	6,14	-1,8%
Mai	6,27	5,91	6,09	+3,0%
Juin	5,95	5,68	6,26	+10,2%
Juillet	5,97	5,98	6,54	+9,2%
Août	6,08	6,30	6,49	+3,1%
Septembre	6,33	6,47	6,46	-0,3%
Octobre	6,37	6,56	6,43	-1,9%
Novembre	6,25	6,41	6,52	+1,8%
Décembre	6,36	6,49	6,63	+2,3%

Source: FranceAgriMer - Cotation nationale



# ABATTAGES ET COTATION DES POULETS



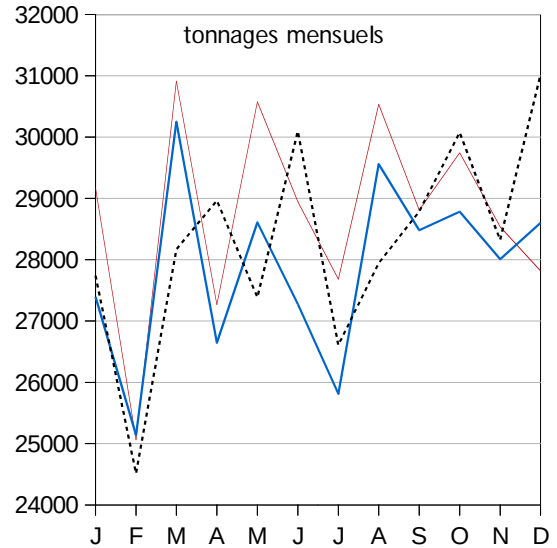
----- 2015      ——— 2016  
 ——— 2017

## Abattages contrôlés de Gallus dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	27 740	27 395	29 173	+6,5%
Février	52 252	52 533	54 233	+3,2%
Mars	80 424	82 785	85 148	+2,9%
Avril	109 388	109 430	112 415	+2,7%
Mai	136 774	138 038	142 989	+3,6%
Juin	166 871	165 313	171 933	+4,0%
Juillet	193 478	191 125	199 616	+4,4%
Août	221 421	220 683	230 152	+4,3%
Septembre	250 208	249 165	258 963	+3,9%
Octobre	280 283	277 948	288 707	+3,9%
Novembre	308 607	305 956	317 243	+3,7%
Décembre	339 629	334 558	345 062	+3,1%

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles



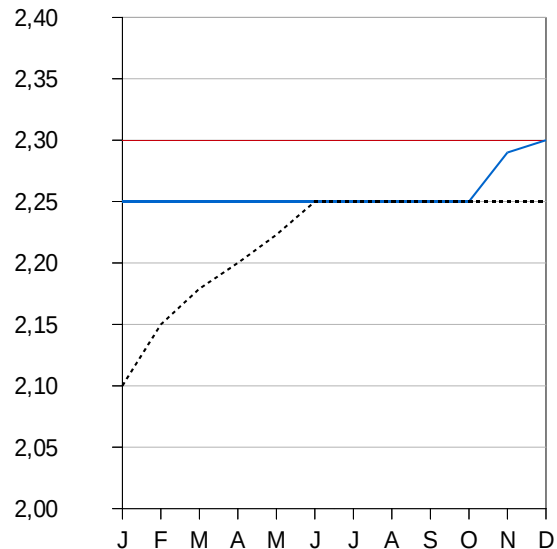
## Cotation

### Poulet prêt à cuire frais standard

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2015 N-1	2016 N	2017 N	N/N-1
Janvier	2,10	2,25	2,3	+2,2%
Février	2,15	2,25	2,3	+2,2%
Mars	2,18	2,25	2,3	+2,2%
Avril	2,20	2,25	2,3	+2,2%
Mai	2,22	2,25	2,3	+2,2%
Juin	2,25	2,25	2,3	+2,2%
Juillet	2,25	2,25	2,3	+2,2%
Août	2,25	2,25	2,3	+2,2%
Septembre	2,25	2,25	2,3	+2,2%
Octobre	2,25	2,25	2,3	+2,2%
Novembre	2,25	2,29	2,3	+0,4%
Décembre	2,25	2,30	2,3	+0,0%

Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



## Cotation

### Poulet prêt à cuire frais label

Moyennes mensuelles €/Kg net

# ABATTAGES ET COTATION DES DINDES



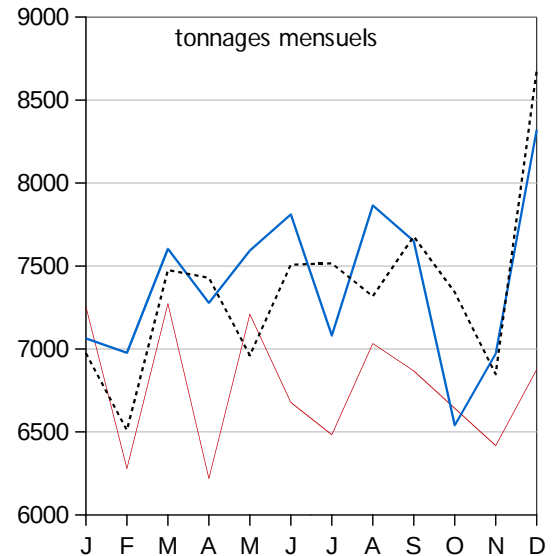
----- 2015    ———— 2016    ———— 2017

## Abattages contrôlés de dindes dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	6 974	7 063	7 254	+2,7%
Février	13 485	14 040	13 534	-3,6%
Mars	20 960	21 644	20 806	-3,9%
Avril	28 389	28 921	27 025	-6,6%
Mai	35 350	36 514	34 234	-6,2%
Juin	42 858	44 325	40 913	-7,7%
Juillet	50 374	51 405	47 395	-7,8%
Août	57 692	59 270	54 428	-8,2%
Septembre	65 370	66 920	61 296	-8,4%
Octobre	72 711	73 460	67 938	-7,5%
Novembre	79 559	80 432	74 355	-7,6%
Décembre	88 238	88 753	81 232	-8,5%

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles



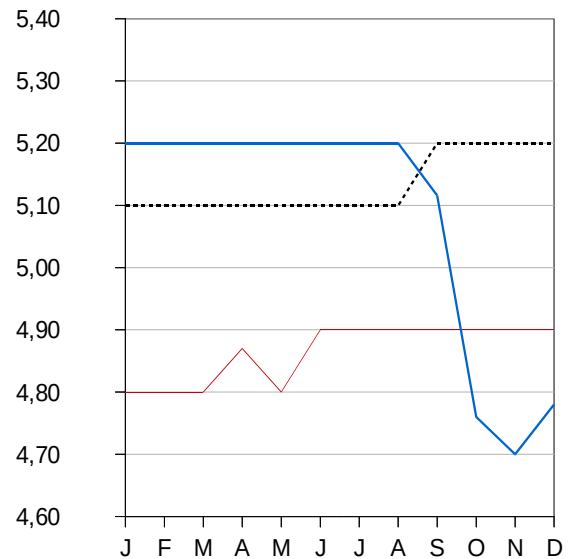
## Cotation

### Filet de dinde

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	5,10	5,20	4,8	-7,7%
Février	5,10	5,20	4,8	-7,7%
Mars	5,10	5,20	4,8	-7,7%
Avril	5,10	5,20	4,87	-6,3%
Mai	5,10	5,20	4,8	-7,7%
Juin	5,10	5,20	4,9	-5,8%
Juillet	5,10	5,20	4,9	-5,8%
Août	5,10	5,20	4,9	-5,8%
Septembre	5,20	5,12	4,9	-4,2%
Octobre	5,20	4,76	4,9	+2,9%
Novembre	5,20	4,70	4,9	+4,3%
Décembre	5,20	4,78	4,9	+2,5%

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



# ABATTAGES ET COTATION DES CANARDS

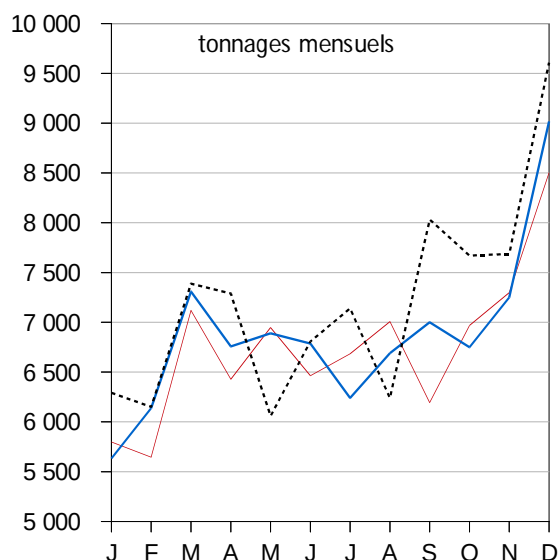


## Abattages contrôlés de canards dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	6 291	5 633	5 798	+2,9%
Février	12 442	11 771	11 444	-2,8%
Mars	19 829	19 080	18 562	-2,7%
Avril	27 118	25 838	24 990	-3,3%
Mai	33 177	32 727	31 937	-2,4%
Juin	39 984	39 514	38 401	-2,8%
Juillet	47 124	45 753	45 085	-1,5%
Août	53 363	52 443	52 091	-0,7%
Septembre	61 395	59 442	58 285	-1,9%
Octobre	69 066	66 192	65 252	-1,4%
Novembre	76 752	73 441	72 549	-1,2%
Décembre	86 359	82 459	81 053	-1,7%

----- 2015      — 2016  
— 2017



Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

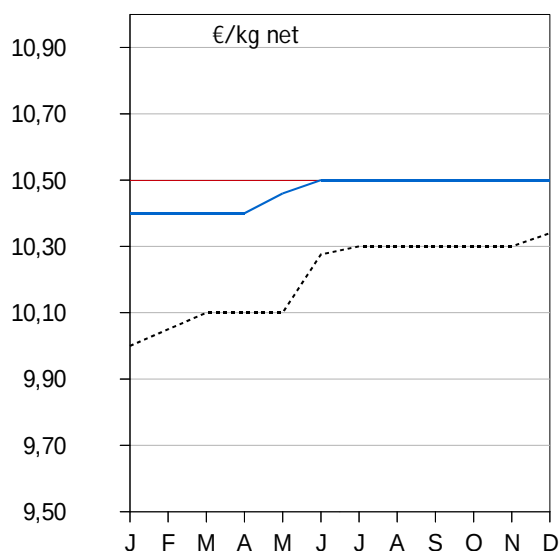
## Cotation

### Filet de canard de Barbarie

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	10,00	10,40	10,5	+1,0%
Février	10,05	10,40	10,5	+1,0%
Mars	10,10	10,40	10,5	+1,0%
Avril	10,10	10,40	10,5	+1,0%
Mai	10,10	10,46	10,5	+0,4%
Juin	10,28	10,50	10,5	+0,0%
Juillet	10,30	10,50	10,5	+0,0%
Août	10,30	10,50	10,5	+0,0%
Septembre	10,30	10,50	10,5	+0,0%
Octobre	10,30	10,50	10,5	+0,0%
Novembre	10,30	10,50	10,5	+0,0%
Décembre	10,34	10,50	10,5	+0,0%

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



# ABATTAGES ET COTATION DES PINTADES

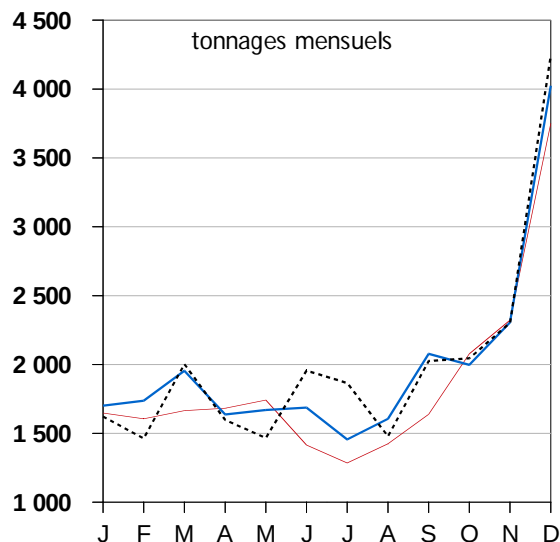


## Abattages contrôlés de pintades dans les Pays de la Loire

	Tonnages mensuels cumulés			
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	1 622	1 700	1 648	-3,1%
Février	3 085	3 437	3 253	-5,4%
Mars	5 087	5 392	4 918	-8,8%
Avril	6 685	7 028	6 600	-6,1%
Mai	8 151	8 697	8 342	-4,1%
Juin	10 107	10 383	9 756	-6,0%
Juillet	11 972	11 839	11 041	-6,7%
Août	13 450	13 444	12 466	-7,3%
Septembre	15 475	15 522	14 104	-9,1%
Octobre	17 520	17 520	16 180	-7,6%
Novembre	19 822	19 825	18 501	-6,7%
Décembre	24 066	23 848	22 252	-6,7%

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

--- 2015    — 2016  
— 2017



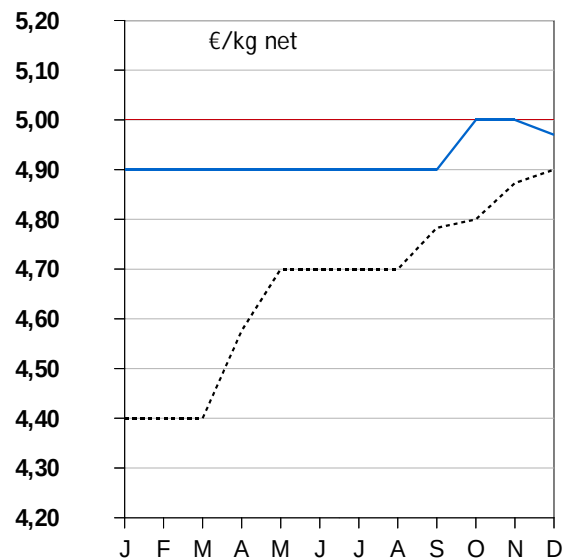
## Cotation

### Pintade entière éfilée France Label

	Moyennes mensuelles			
	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	4,40	4,90	5,0	+2,0%
Février	4,40	4,90	5,0	+2,0%
Mars	4,40	4,90	5,0	+2,0%
Avril	4,58	4,90	5,0	+2,0%
Mai	4,70	4,90	5,0	+2,0%
Juin	4,70	4,90	5,0	+2,0%
Juillet	4,70	4,90	5,0	+2,0%
Août	4,70	4,90	5,0	+2,0%
Septembre	4,78	4,90	5,0	+2,0%
Octobre	4,80	5,00	5,0	+0,0%
Novembre	4,87	5,00	5,0	+0,0%
Décembre	4,90	4,97	5,0	+0,6%

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis

€/Kg net



# ABATTAGES ENSEMBLE DES VOLAILLES



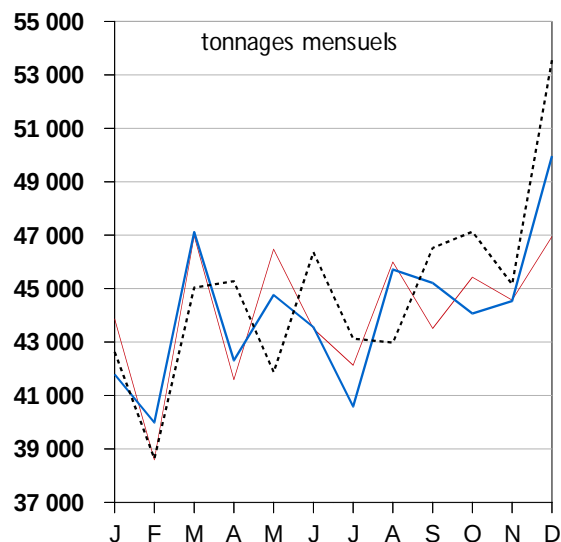
----- 2015    ——— 2016  
 ——— 2017

## Abattages contrôlés de volailles dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	42 628	41 792	43 872	+5,0%
Février	81 263	81 781	82 463	+0,8%
Mars	126 301	128 900	129 434	+0,4%
Avril	171 580	171 217	171 031	-0,1%
Mai	213 453	215 976	217 503	+0,7%
Juin	259 820	259 535	261 003	+0,6%
Juillet	302 947	300 122	303 137	+1,0%
Août	345 926	345 840	349 137	+1,0%
Septembre	392 448	391 050	392 647	+0,4%
Octobre	439 580	435 121	438 077	+0,7%
Novembre	484 740	479 653	482 649	+0,6%
Décembre	538 291	529 618	529 598	-0,0%

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles





## COTATION DES OEUFS

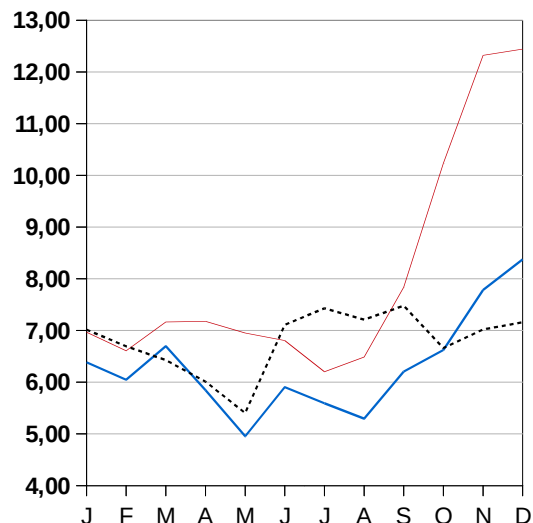


----- 2015    ———— 2016    ———— 2017

### Moyen calibre (53-63 g) Tendence nationale officieuse "les marchés" (en euros pour 100 œufs)

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	7,02	6,39	6,97	+9,1%
Février	6,70	6,05	6,61	+9,3%
Mars	6,43	6,70	7,17	+7,0%
Avril	6,01	5,85	7,18	+22,8%
Mai	5,41	4,96	6,95	+40,3%
Juin	7,11	5,91	6,81	+15,3%
Juillet	7,43	5,60	6,20	+10,9%
Août	7,21	5,29	6,49	+22,6%
Septembre	7,48	6,21	7,84	+26,3%
Octobre	6,66	6,63	10,24	+54,5%
Novembre	7,02	7,78	12,33	+58,3%
Décembre	7,16	8,38	12,44	+48,5%

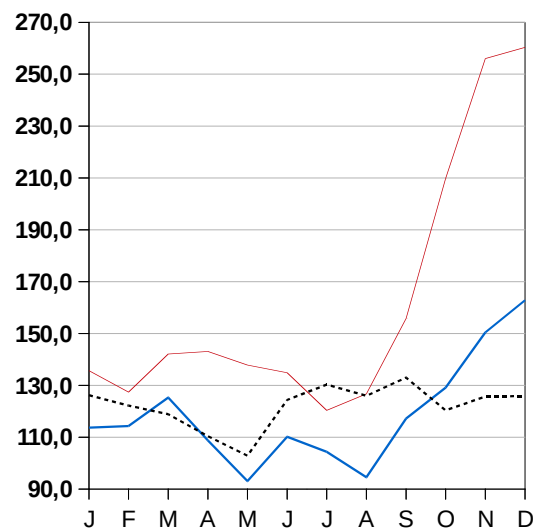
Source : TNO "les marchés"



### Prix à la production (IPPAP) Indice mensuel des prix agricoles à la production ( base 100 en 2010 ) - Données brutes

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	126,2	113,7	135,7	+19,3%
Février	122,2	114,3	127,4	+11,5%
Mars	118,9	125,3	142,1	+13,4%
Avril	110,4	108,8	143,1	+31,5%
Mai	102,9	93,1	137,8	+48,0%
Juin	124,4	110,2	134,9	+22,4%
Juillet	130,3	104,4	120,4	+15,3%
Août	126,0	94,6	126,7	+33,9%
Septembre	133,0	117,2	155,8	+32,9%
Octobre	120,4	129,1	209,8	+62,5%
Novembre	125,7	150,4	256,0	+70,2%
Décembre	125,9	162,8	260,3	+59,9%

Source : SRISE Pays de la Loire



# ABATTAGES ET COTATION DES LAPINS



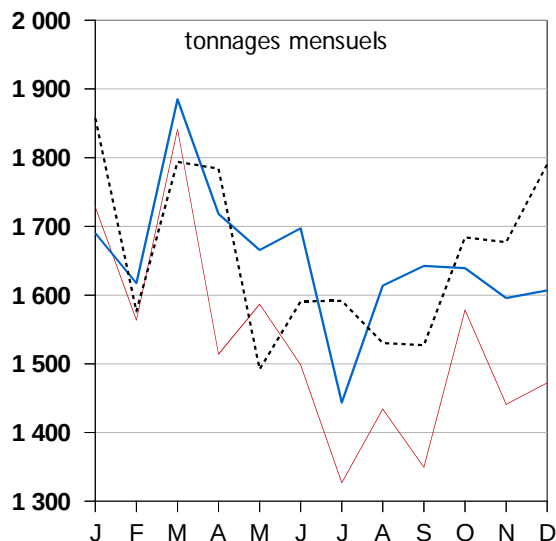
----- 2015    ——— 2016  
 ——— 2017

## Abattages contrôlés de lapins en Vendée et dans les Deux-Sèvres

Tonnages mensuels cumulés

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	1 857	1 690	1 728	2,2%
Février	3 434	3 307	3 292	-0,5%
Mars	5 228	5 192	5 133	-1,1%
Avril	7 011	6 911	6 647	-4,0%
Mai	8 504	8 576	8 234	-4,2%
Juin	10 095	10 273	9 732	-5,6%
Juillet	11 686	11 717	11 059	-5,9%
Août	13 216	13 331	12 494	-6,7%
Septembre	14 744	14 973	13 843	-8,2%
Octobre	16 428	16 612	15 422	-7,7%
Novembre	18 104	18 208	16 863	-8,0%
Décembre	19 895	19 815	18 335	-8,1%

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de lapins

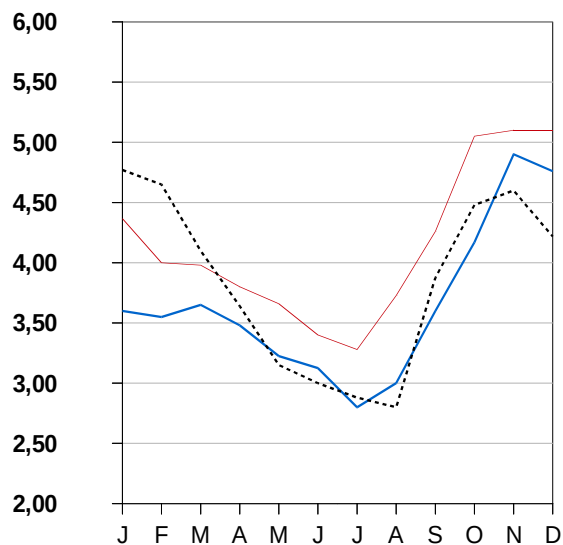


## Cotation lapin entier standard France

Moyennes mensuelles €/Kg

	2015 N-2	2016 N-1	2017 N	N/N-1
Janvier	4,77	3,60	4,37	+21,3%
Février	4,65	3,55	4,00	+12,7%
Mars	4,10	3,65	3,98	+9,0%
Avril	3,64	3,48	3,80	+9,2%
Mai	3,15	3,23	3,66	+13,5%
Juin	3,00	3,13	3,40	+8,8%
Juillet	2,88	2,80	3,28	+17,1%
Août	2,80	3,00	3,73	+24,2%
Septembre	3,88	3,60	4,26	+18,3%
Octobre	4,48	4,17	5,05	+21,1%
Novembre	4,60	4,90	5,10	+4,1%
Décembre	4,22	4,76	5,10	+7,1%

Source : FranceAgriMer - RNM : Prix relevés sur le marché de Rungis





*Ont participé à l'élaboration de ce document :*

Productions animales et commerce extérieur : O. Jean, M. Maréchal, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, P. Guérin, L. Guiavarch, A. Kéters, A. Piha, A. Prudo, T. Renou (SRISE)

IPAMPA : M. Maréchal

IAA : C. Berchon (SREAF) et O. Jean (SRISE)

Contexte météorologique : Météo France

Coordination : A. Piha

---

## Agreste : la statistique agricole



Direction régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire  
Service régional de l'information  
statistique et économique  
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2  
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79  
Mél : [srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr](mailto:srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr)  
Site internet : [www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr)

Directeur régional : Yvan Lobjoit  
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry  
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard  
Rédaction : DRAAF SRISE et SREAF  
Composition : Bénédicte Guy  
Impression : SRISE à NANTES  
Dépôt légal : à parution  
ISSN : 1956 - 7472  
Prix : 2,50 €